

---

# **Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales**

---

**Alice EKMAN  
Céline PAJON**

*Juillet 2014*



**Centre Asie**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Cette étude a bénéficié du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Ministère des Affaires étrangères. A ce titre, une version antérieure a paru dans les Carnets du CAPS n°19, printemps 2014.*



*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

ISBN : 978-2-36567-300-6  
© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri  
27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIQUE  
Tél. : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [ifri.org](http://ifri.org)

## Centre Asie Ifri

L'Asie est aujourd'hui le théâtre d'enjeux multiples : économiques, politiques et de sécurité. L'objectif du Centre Asie est d'offrir un éclairage approfondi, une aide à la décision et un lieu de dialogue autour de ces grands enjeux, par ses travaux, les partenariats qu'il a établis avec les grands centres de recherche internationaux et les manifestations qu'il organise en synergie avec l'ensemble des équipes de l'Ifri.

Les travaux du Centre sont publiés dans *La lettre du Centre Asie* et *Asie.Visions* ainsi que dans des publications académiques extérieures. Par leurs interventions dans les médias et leurs participations régulières à des colloques et séminaires, les chercheurs du Centre Asie s'insèrent dans le débat national et international sur les questions asiatiques.

## Asie.Visions

*Asie.Visions* est une collection électronique consacrée aux problématiques asiatiques. Rédigé par des experts français et internationaux, *Asie.Visions* traite de l'ensemble des thématiques économiques, stratégiques et politiques. L'objectif d'*Asie.Visions* est de contribuer à l'enrichissement du débat public et à une meilleure appréhension des enjeux asiatiques. *Asie.Visions* est publié en français et en anglais.

### *Dernières publications :*

Alice EKMAN, « The Distinctive Features of China's Middle Classes », *Asie.Visions 69*, juin 2014.

Françoise NICOLAS, Céline PAJON, John SEAMAN, « La nouvelle diplomatie économique asiatique : Chine, Japon, Corée comme exportateurs d'infrastructures », *Asie Visions 68*, mai 2014.

Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « Chine/ASEAN : Une diplomatie tous azimuts rondement menée », *Asie.Visions 67*, février 2014.

Jiawen YANG, « Urbanisation and Mobility in China », *Asie.Visions 66*, décembre 2013.

Christine LUTRINGER, « Le secteur agricole en Inde : quelles mutations ? », *Asie.Visions 65*, juin 2013.

John SEAMAN, « China's Growing Natural Gas Insecurity and the Potential of Chinese Shale Gas », *Asie.Visions 64*, avril 2013.

## Résumé

---

Le facteur nationaliste apparaît comme une composante importante des frictions grandissantes opposant la Chine et le Japon.

Au Japon, l'accession de Shinzo Abe pour la seconde fois au poste de Premier ministre, et l'arrivée historique sur la scène politique d'un parti d'extrême droite a renforcé l'impression de franc virage à droite. L'opinion publique est aujourd'hui également plus réaliste face aux menaces directes à la sécurité de l'archipel. Cette montée en puissance du néonationalisme nippon, qui comporte une dimension antichinoise significative, ne doit toutefois pas être caricaturée comme celle d'un militarisme agressif. Elle reste en outre fortement contenue par les garde-fous démocratiques.

En Chine, la nouvelle équipe dirigeante menée par Xi Jinping emploie avec encore plus de vigueur que la précédente des concepts à connotations patriotiques et nationalistes, tout en se concentrant sur les objectifs traditionnels de développement économique et de stabilité politique. Dans ce contexte, l'utilisation du nationalisme antijaponais par le Parti ne doit pas être surestimée : il est toléré dans une certaine mesure, mais contrôlé voire réprimé dès que les risques de débordements apparaissent.

Le nationalisme est un facteur parmi d'autres dans la mise en place de la politique étrangère chinoise et japonaise. D'autres éléments clés doivent être pris en compte, qui le modèrent ou au contraire l'exacerbent. Les éléments de contrôle des nationalismes restent présents mais se révèlent moins efficaces face à la radicalisation et la sensibilité des opinions publiques. L'accélération des temps des nationalismes et des provocations se combinent aux perceptions de plus en plus antagonistes pour accroître le dilemme de sécurité. Les tensions sont aujourd'hui si fortes qu'un point de non-retour semble avoir été atteint, qui rend impossible la restauration du statu quo ante d'une part, et la réconciliation sur de nouvelles bases d'autre part.

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉTAT DES LIEUX : DES NATIONALISMES DE NATURE DIFFÉRENTE .....</b>	<b>6</b>
<b>Le Japon : s’émanciper des contraintes de l’après-guerre.....</b>	<b>6</b>
<i>La montée en puissance d’un nationalisme de crise – typologie et acteurs .....</i>	<i>6</i>
<i>« Liquider l’après-guerre » : restaurer la pleine souveraineté du Japon, son histoire, sa défense.....</i>	<i>8</i>
<i>La fin d’une attitude déférente face à la Chine.....</i>	<i>12</i>
<i>Un nationalisme fortement contraint par les garde-fous démocratiques .....</i>	<i>16</i>
<b>La Chine : le renouveau de la nation, sans débordements .....</b>	<b>18</b>
<i>Nouveaux concepts patriotiques et nationalistes .....</i>	<i>18</i>
<i>Les manifestations antijaponaises de septembre 2012 .....</i>	<i>20</i>
<i>Un jeu nationaliste à double tranchant, de plus en plus contre-productif .....</i>	<i>25</i>
<i>Restreindre les débordements actuels et à venir... ..</i>	<i>26</i>
<i>... sans apparaître faible face au Japon.....</i>	<i>28</i>
<b>NATIONALISMES ET RELATIONS SINO-JAPONAISES .....</b>	<b>31</b>
<b>Chine-Japon : les différents temps des nationalismes .....</b>	<b>31</b>
<i>Le poids de l’histoire, de plus en plus déterminant dans la relation .....</i>	<i>31</i>
<i>Les prochaines échéances des nationalismes chinois et japonais .....</i>	<i>33</i>
<b>Perceptions divergentes et intolérance aux nationalismes renforcent le dilemme de sécurité sino-japonais .....</b>	<b>35</b>
<b>Les éléments de contrôle du nationalisme .....</b>	<b>37</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>41</b>

# Introduction

---

Près de deux ans après la nationalisation des îles Senkaku/Diaoyu<sup>1</sup> par le gouvernement japonais, le dialogue politique reste bloqué entre Tokyo et Pékin. Le facteur nationaliste est apparu comme une composante importante des frictions grandissantes opposant les deux voisins en Mer de Chine orientale. Les violentes manifestations antijaponaises dans les villes chinoises ont soulevé la question du rôle des pressions nationalistes populaires dans la politique étrangère de Pékin. Côté japonais, les déclarations ouvertement négationnistes de certains hommes politiques et le retour au pouvoir de personnalités néoconservatrices laissent craindre une dérive nationaliste. Enfin, l'inflexibilité des deux administrations qui a conduit à l'impasse diplomatique actuelle a été interprétée comme le signe que la relation sino-japonaise est aujourd'hui déterminée par des préoccupations nationalistes, qui surpassent la défense d'intérêts économiques pourtant fort importants entre les deux pays.

La montée des nationalismes<sup>2</sup> en Chine et au Japon est liée à la transformation rapide de l'environnement économique et

---

**Alice Ekman** est chercheur associé au Centre Asie de l'Ifri, spécialiste de la Chine, et maître de conférences à Sciences Po Paris.

**Céline Pajon** est chercheur au Centre Asie de l'Ifri, spécialiste du Japon.

<sup>1</sup> Les îles Senkaku (terme japonais) / Diaoyu (terme chinois) désignent cinq îlots situés en mer de Chine orientale. Sous contrôle japonais depuis 1895, ils sont revendiqués par Pékin et Taiwan depuis le début des années 1970. L'utilisation de cette appellation « Senkaku/Diaoyu » dans ce texte ne reflète qu'un choix pratique et ne préjuge pas d'une quelconque prise de position des auteurs sur ce différend.

<sup>2</sup> Les nationalismes au Japon et en Chine recouvrent un ensemble d'idées et de pratiques, à la fois particulières et diversifiées, intimement liées à l'histoire des deux pays, et que nous ne pourrions traiter dans leur ensemble dans le cadre de cette étude, qui se concentre sur les derniers développements des nationalismes antijaponais et antichinois. Le nationalisme est l'un des phénomènes sociaux les plus complexes à définir. Pour le Japon, voir les travaux récents sur cette question de Yew Meng Lai, *Nationalism and power politics in Japan's relations with China. A neoclassical realist interpretation*, Sheffield Centre for Japanese Studies, Routledge Series, 2014, et l'ouvrage de référence de Masao Murayama, *Thought and behavior in modern Japanese politics*, Oxford University Press, 1963. Pour la Chine, voir entre autres les travaux de Zhao Suisheng, *A Nation-State by Construction. Dynamics of Modern Chinese Nationalism*, Stanford University Press, 2004, de Peter Hays Gries, *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy*, University of California Press, 2005, ou encore de Simon Shen et Shaun Breslin, *Online Chinese nationalism and China's bilateral relations*, Lexington Books, 2010. Les auteurs proposent cette définition succincte, pour les besoins de cette étude : le nationalisme est un état d'esprit cultivant le sens d'appartenance au groupe, par la mobilisation

géopolitique, ainsi qu'aux ajustements des identités et stratégies nationales qu'elle entraîne. Le nationalisme chinois est ainsi le reflet d'une nouvelle confiance en soi, qui incite le pays à chercher à recouvrer les prérogatives liées au statut retrouvé de grande puissance. Au Japon, le nationalisme est celui d'une puissance en déclin<sup>3</sup>, qui doit rassembler ses forces pour défendre ses intérêts et retrouver une place satisfaisante dans le nouvel ordre asiatique et mondial.

L'affrontement des identités nationales chinoises et japonaises est aujourd'hui nourri par les conflits mémoriels d'une part, et la concurrence des stratégies nationales d'autre part. Pour ces raisons, le différend territorial des îles Senkaku/Diaoyu constitue un abcès de fixation particulièrement dangereux, recouvrant à la fois la question de l'héritage historique et l'assise géostratégique. Ces derniers mois, la querelle a pris des dimensions inquiétantes, laissant craindre une escalade militaire.

Afin d'offrir une analyse équilibrée et aussi juste que possible du déterminant nationaliste dans la relation nippo-chinoise, qui permettra de pouvoir avancer quelques hypothèses sur son évolution future, il semble important d'évaluer la progression du nationalisme populaire et politique en Chine et au Japon, d'en qualifier la teneur et d'analyser son influence sur la théorisation et la mise en pratique de la politique extérieure des deux pays.

Si les médias renvoient les nationalismes chinois et japonais dos à dos, les deux cas recouvrent des réalités et des enjeux bien différents, liés en premier lieu à la nature des régimes politiques concernés. Pour cette raison, ils seront abordés selon des approches dissociées, afin d'apporter des éléments de réponse à la problématique particulière que chacun soulève. En Chine, la question est celle de l'instrumentalisation, réelle ou non, du nationalisme populaire par les élites gouvernementales et du poids de l'opinion publique dans le processus de prise de décision politique. Pour le Japon, il s'agit de répondre aux craintes liées à une supposée montée en puissance du nationalisme politique, qui serait incarnée par Shinzo Abe, au pouvoir depuis décembre dernier, et à ses implications en termes de politique étrangère et de défense. Dans un second temps, l'impact de ces nationalismes sur la relation bilatérale sera évalué.

---

d'un ensemble d'éléments communs : territoire, valeurs, langues, histoire, identité, projet national. Il s'agit aussi d'un instrument politique utilisé par les élites étatiques pour la mobilisation de masse et par les groupes nationalistes pour influencer les choix politiques du gouvernement.

<sup>3</sup> « All that, however, is indicative of the power lost, not gained, for the once mighty Japan that is now a waning and frustrated country. » Tomohiko Taniguchi, « Ishihara and the Senkakus: The Japanese State of Mind », *Opinions Brookings*, novembre 2012, disponible sur : <[www.brookings.edu/research/opinions/2012/11/13-japan-taniguchi](http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/11/13-japan-taniguchi)>.

# État des lieux : des nationalismes de nature différente

---

## ***Le Japon : s'émanciper des contraintes de l'après-guerre***

L'accession de Shinzo Abe pour la seconde fois au poste de Premier ministre, et l'arrivée historique sur la scène politique d'un parti d'extrême droite a renforcé l'impression de franc virage à droite du Japon. L'opinion publique est aujourd'hui également plus réaliste face aux menaces directes à la sécurité de l'archipel. Cette montée en puissance du néonationalisme nippon, qui comporte une dimension antichinoise significative, ne doit toutefois pas être caricaturée comme celle d'un militarisme agressif. Elle reste en outre fortement contenue par les garde-fous démocratiques.

## **La montée en puissance d'un nationalisme de crise – typologie et acteurs**

Depuis 1990, confronté à la transformation de son environnement international et l'essoufflement de son modèle économique, politique et social, le Japon se voit contraint de se réformer en profondeur pour s'adapter. À la succession de crises intérieures, dont la triple catastrophe du 11 mars 2011 constitue l'acmé, s'est juxtaposée la forte dégradation de l'environnement de sécurité de l'archipel, avec notamment une recrudescence des tensions autour des différends territoriaux avec la Russie, la Corée, mais surtout la Chine. Ce contexte a favorisé la diffusion d'idées réactionnaires et nationalistes<sup>4</sup> qui transcendent largement les clivages partisans<sup>5</sup>. Le

---

<sup>4</sup> Historiquement, le nationalisme au Japon répond à deux besoins principaux : il s'agit d'abord de construire et affirmer une identité nationale sur la scène mondiale. En ce sens, le nationalisme japonais est intimement lié à la définition de la stratégie extérieure du pays. Il s'agit ensuite de gérer la modernité, les transformations économiques, sociales et politiques liées à l'adaptation au contexte international par un retour aux valeurs japonaises. Ces deux objectifs se conjuguent à une exigence : conserver l'indépendance et l'autonomie du pays, tout en trouvant les moyens de participer au concert des grandes puissances et « rattraper l'occident ». Céline Pajon, « Le retour de l'idée nationale au Japon : tourner la page de l'après-guerre », *Politique étrangère*, vol. 73, n° 2, juin 2008, p. 401-412.

<sup>5</sup> Ses partisans sont présents aussi bien au sein du Parti libéral démocrate (PLD), parti « attrape-tout » de centre-droit, que du Parti démocrate (PDJ), principal parti



« conservatisme » (*hoshushugō*) japonais paradoxalement n'appelle pas à maintenir le *statu quo* mais à le transformer, et mettre à bas les fondations du système d'après guerre (*sengo regimu dakkyaku*), réputé « imposé » au Japon par l'occupant américain. Les conservateurs mettent l'accent sur la révision de la constitution, le retour aux valeurs traditionnelles japonaises (dont le système impérial), la promotion du patriotisme, notamment à travers une histoire revalorisée de la nation.

Les élections générales de novembre 2012 qui ont vu le retour au pouvoir de Shinzo Abe<sup>6</sup>, personnalité ultraconservatrice du Parti libéral démocrate (PLD), et l'apparition sur la scène politique d'un parti populiste et nationaliste (le parti de la Restauration du Japon), ont signalé le regain nationaliste dans l'archipel.

Le nationalisme et le révisionnisme historique, longtemps prônés par certains groupes marginaux, sont depuis plusieurs années relayés au plus haut niveau de l'État par une nouvelle génération d'hommes politiques décomplexés. Héritiers du charismatique Junichiro Koizumi (Premier ministre de 2001 à 2006), ils prônent le retour d'un Japon fier (*hokori*) (de son histoire et de ses succès) et fort (diplomatiquement et militairement, notamment face à la Chine). Les moyens pour y parvenir : le révisionnisme historique, la revalorisation de la force armée, et le renforcement de l'alliance nippo-américaine, seule garant de l'autonomie stratégique japonaise face à la Chine. Shinzo Abe est l'une des figures de proue de ce « nationalisme normalisateur »<sup>7</sup>, qui domine aujourd'hui la vie politique nippone. Au sein de ce courant cohabitent les « réalistes » (Shigeru Ishiba, le numéro 2 du PLD, Ichiro Ozawa, ancien chef de file du Parti démocrate), partisans pragmatiques d'une réconciliation avec la Chine et la Corée dans l'intérêt supérieur du pays, et les « néoconservateurs » (J. Koizumi, S. Abe, Taro Aso – vice Premier ministre et Yoshihide Suga – secrétaire général du Secrétariat de la Sécurité nationale, entre autres), adeptes d'une approche plus idéologique et plus inflexibles sur les problématiques historiques.

Ces tenants d'une « normalisation » de la nation japonaise sont en partie soutenus par les « autonomistes », représentés notamment par Shintaro Ishihara. L'ancien gouverneur ultranationaliste de Tokyo

---

d'opposition dans les années 2000, au pouvoir de 2009 à 2012. Voir par exemple: Yoshihide Soeya, « Japanese domestic politics and security cooperation in Northeast Asia », *Council on Foreign Relations*, décembre 2009.

<sup>6</sup> Shinzo Abe a explicité sa pensée nationaliste dans son ouvrage *Utsukushii kuni he* [*Vers un beau pays*], Bungei Shunju, 2006. Il est le petit-fils de Nobusuke Kishi. Condamné comme criminel de guerre par le tribunal de Tokyo, ce dernier a par la suite été libéré et est devenu Premier ministre de 1957 à 1960. Il a alors adopté alors une ligne dure sur la défense du pays, posant le principe de la constitutionnalité des armes nucléaires et renouvelant le traité de sécurité avec Washington en 1960 pour une durée illimitée.

<sup>7</sup> Nous empruntons ici la terminologie élaborée par Richard Samuels, *Securing Japan: Tokyo's grand strategy and the future of East Asia*, Cornell University Press, 2007.

s'est associé en 2012 avec l'ambitieux maire d'Osaka, Toru Hashimoto – populaire et populiste – pour fonder le parti de la Restauration du Japon (*Nippon Ishin no kai*)<sup>8</sup>. Pour la première fois depuis 1945, un parti ultraconservateur, a remporté un nombre significatif de sièges à la chambre basse (54). À la différence des normalisateurs, ce dernier groupe adopte une approche plus « gaulliste » en soutenant l'autonomie militaire complète du Japon et l'abandon de l'alliance nippo-américaine. Ils considèrent la subordination stratégique japonaise vis-à-vis de Washington comme un affront à sa dignité nationale<sup>9</sup>.

Enfin, des groupuscules d'extrême droite ont récemment gagné en vigueur et en influence. Le groupe ultranationaliste *Ganbare Nippon* (« Sois fort, Japon ! »), fondé en 2010, et dirigé par l'ancien général des forces d'autodéfense aériennes Toshio Tamogami<sup>10</sup>, s'est par exemple fait remarquer par ses incursions répétées autour des Senkaku/Diaoyu depuis 2012. Ces groupes semblent profiter du climat relativement tolérant de l'administration conservatrice de Shinzo Abe pour les affirmations nationalistes<sup>11</sup>.

### **« Liquider l'après-guerre » : restaurer la pleine souveraineté du Japon, son histoire, sa défense**

Le climat est donc favorable à l'exercice d'un nationalisme qui a pour objectif de « liquider le legs de l'après-guerre<sup>12</sup> », c'est-à-dire les réformes libérales mises en place sous l'occupation américaine (1945-1952) et qui ont déterminé en grande partie l'identité japonaise. La reconquête de la pleine souveraineté du Japon – historique, juridique et territoriale – s'articule autour de la revalorisation de l'histoire du Japon, en particulier de l'épisode de la guerre du Pacifique, afin de

---

<sup>8</sup> Il est à noter que le parti a fait l'objet d'une scission en juin 2014. Le patriarche Ishihara a créé son propre parti Jisedai no To (Parti des nouvelles générations) qui se concentre sur l'objectif de révision de la Constitution, quand Hashimoto donne la priorité à la réforme des gouvernements locaux.

<sup>9</sup> L'extrême droite et les mouvements de gauche (socialiste, communiste et extrême gauche) se retrouvent sur la critique de l'alliance nippo-américaine. Si pour l'extrême droite, la remilitarisation du pays (y compris l'acquisition d'une capacité nucléaire) doit permettre une émancipation de l'alliance, la gauche pacifiste et antimilitariste milite pour un Japon désarmé, conformément à la constitution, et autonome. Les néoconservateurs, pour leur part, restent réalistes et considèrent que le Japon ne peut faire face aux menaces actuelles sans l'allié américain. Ils cherchent néanmoins à la rééquilibrer en donnant un rôle plus important au Japon. C'est pourquoi le gouvernement Abe souhaite permettre au Japon d'user de son droit de légitime défense collective et venir en aide à son allié en cas de besoin.

<sup>10</sup> Le général Tamogami s'est fait limoger en 2008 suite à la parution d'un essai révisionniste de sa plume, justifiant la guerre des années 1930-1940 comme celle d'une guerre de libération de l'Asie par le Japon.

<sup>11</sup> Bien que n'étant pas formellement affilié à un parti, Ganbare Nippon ! a organisé des manifestations pour soutenir Abe. « Over 80 Japanese nationalists approach disputed islands », *Reuters*, 23 avril 2003.

<sup>12</sup> Eric Seizelet, « L'après-guerre comme paradigme politique », in Michael Lucken et al., *Le Japon après la guerre*, Éditions Philippe Picquier, 2007, p. 19-46.

nourrir le patriotisme, et de la « normalisation » du pays sur le plan diplomatico-militaire.

Le projet nationaliste s'appuie sur une révision de l'histoire japonaise, qui doit permettre de construire un récit national pouvant servir de base à la nouvelle fierté nipponne. L'apparition d'un tel courant révisionniste s'explique par la mauvaise gestion de la mémoire de la guerre au Japon. Inhibée sous l'occupation américaine puis dans le contexte de la guerre froide, la réflexion sur la responsabilité du Japon dans la guerre n'a pu avoir lieu. La mémoire de la guerre a donc fait l'objet d'appropriation idéologique par différents groupes d'influence, et il n'existe pas aujourd'hui de consensus fort sur son interprétation. Ceci explique dans une certaine mesure les régulières déclarations provocatrices questionnant la véracité du Sac de Nankin (Ishihara, février 2012 – entre autres)<sup>13</sup>, la nature « agressive » de l'avancée japonaise en Asie avant 1945 (Abe, avril 2013)<sup>14</sup> ou encore le rôle de l'armée impériale dans le recrutement de ses innombrables esclaves sexuelles (Abe, 2007 ; Toru Hashimoto, mai 2013)<sup>15</sup>. Ces déclarations sont la preuve pour la Chine et la Corée que les excuses présentées par les dirigeants japonais à plusieurs reprises ne sont pas sincères<sup>16</sup>.

Les visites des Premiers ministres japonais au sanctuaire Yasukuni, qui honore notamment 14 criminels de guerre de classe A, sont également interprétées comme le signe d'une réhabilitation, par les autorités, du passé expansionniste nippon. Les pèlerinages annuels de Junichiro Koizumi entre 2001 et 2006 avaient provoqué l'ire des voisins chinois et coréens. Pékin avait suspendu les relations diplomatiques durant toute la durée du mandat de Koizumi et de violentes manifestations antijaponaises avaient éclaté dans les villes chinoises en 2005, choquant l'opinion publique et les dirigeants nippons. Considérées comme une ingérence dans les affaires intérieures japonaises, ces critiques avaient au contraire encouragé les visites du Premier ministre. Il s'agissait donc moins d'une manifestation de la résurgence militariste que d'un geste d'affirmation diplomatique

---

<sup>13</sup> « Tokyo governor backs Nanjing massacre denial », *AFP*, 24 février 2012.

<sup>14</sup> Kazuo Yamagishi, « Abe stands firm on definition of "aggression" amid international outcry », *The Asahi Shimbun*, 10 mai 2013.

<sup>15</sup> Colin Joyce, « Japanese PM denies wartime "comfort women" were forced », *The Telegraph*, 3 mars 2007. « LDP joins international community in criticizing Hashimoto's "comfort women" remarks », *The Asahi Shimbun*, 15 mai 2013.

<sup>16</sup> Il s'agit notamment des excuses formulées en 1993 par le Premier ministre Hosokawa et avec une dimension symbolique plus forte en 1995 par le Premier ministre Murayama, dans sa déclaration commémorant le 50<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre (« In the hope that no such mistake be made in the future, I regard, in a spirit of humility, these irrefutable facts of history, and express here once again my feelings of deep remorse and state my heartfelt apology »). Cette expression de regret est depuis présentée comme la position officielle de l'État japonais. Shinzo Abe avait signifié aux premiers jours de son mandat sa volonté de revenir sur cette dernière déclaration. Devant les critiques chinoises, coréennes, mais aussi américaines, il se rétractera.

du pays, liée à une certaine « fatigue » de la politique des excuses<sup>17</sup>. Le 15 août dernier, date de la commémoration de la défaite du Japon en 1945, Shinzo Abe a ainsi rompu avec la tradition, et n'a pas exprimé de regrets pour les exactions commises par l'Armée impériale. En outre, plutôt que de réitérer la promesse que le Japon n'entrera plus jamais en guerre, il s'est engagé à contribuer par tous les moyens à une paix durable<sup>18</sup>. Enfin, le Premier ministre japonais a créé la surprise en se rendant contre toute attente au sanctuaire Yasukuni le 26 décembre dernier. Malgré un communiqué officiel décrivant le pèlerinage comme un acte de recueillement et d'engagement pour la paix, cette visite n'a pas manqué de provoquer de fortes réactions, non seulement en Chine et en Corée, mais aussi dans une moindre mesure, aux États-Unis ou en Europe. Lectures et entretiens avec des experts et officiels japonais font ressortir que cette visite reflétait d'abord l'expression des convictions personnelles de Shinzo Abe ainsi que sa désillusion face à l'inefficacité de sa politique de la « porte ouverte » à Pékin.

La diffusion d'une histoire patriotique est également l'une des priorités des néoconservateurs japonais<sup>19</sup>. L'édition d'un manuel révisionniste en 2001 a été largement soutenue par la mouvance ultraconservatrice<sup>20</sup>, qui considère que les manuels scolaires classiques relaient une vision « masochiste » de l'histoire, calquée sur le récit établi par le Tribunal de Tokyo et traditionnellement relayée par le syndicat des enseignants, d'obédience socialiste (*Nikkkyoso*). Ayant déclenché de fortes émotions en Chine et en Corée, le très médiatique

---

<sup>17</sup> Cette fatigue est exprimée dès 1990 par Ichiro Ozawa, alors à la tête du Cabinet du Premier ministre. Il s'était alors publiquement interrogé sur la nécessité et l'utilité d'exprimer à nouveau des excuses à la Corée. (Jane W. Yamasaki, *Japanese apologies for World War II. A rhetorical study*, Routledge, 2006, p. 46) Le site Wikipedia recense près de trente déclarations d'excuses de la part du gouvernement japonais depuis les années 1950, qu'elles soient adressées à l'ensemble des victimes de l'armée impériale nipponne ou à un pays ou une catégorie de personnes particulière. Cette liste n'est pas officielle mais est un bon indicateur des multiples occasions durant les lesquelles des responsables nippons ont exprimé des regrets. « List of war apology statements issued by Japan », disponible sur : <[http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_war\\_apology\\_statements\\_issued\\_by\\_Japan](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_war_apology_statements_issued_by_Japan)>. Cette liste d'excuses est corroborées par les travaux de Thomas Berger, *War, guilt, and world politics after World War II*, Cambridge University Press, 2012, notamment p. 123-175.

<sup>18</sup> Adress by Prime Minister Shinzo Abe at the sixty-eighth memorial ceremony for the war dead, Tokyo, 15 août 2013, disponible sur : <[www.kantei.go.jp/foreign/96\\_abe/statement/201308/15sikiji\\_e.html](http://www.kantei.go.jp/foreign/96_abe/statement/201308/15sikiji_e.html)>.

<sup>19</sup> Fin 2006, le premier gouvernement Abe avait ainsi révisé la Loi fondamentale sur l'éducation, rédigée par les forces d'occupation américaines, pour inclure le patriotisme (*aikokushin*) comme l'un des objectifs de l'enseignement public. « Japanese lawmakers pass two laws that shift the nation away from its postwar pacifism », *New York Times*, 16 décembre 2006.

<sup>20</sup> Le manuel a été rédigé et publié par la Société pour l'écriture de nouveaux manuels (*Atarashii kyokashô wo tsukurai*), un groupe fondé en 1996 pour répondre aux ambitions révisionnistes d'hommes politiques ultraconservateurs, dont Shinzo Abe. Voir Sven Saaler, *Politics, memory and public opinion; the history textbook controversy and Japanese society*, iudicium Verlag, Munich, 2005.

manuel révisionniste ne concerne que moins de 1 % des établissements scolaires. Contrairement aux idées reçues, l'écrasante majorité des manuels d'histoire nippons ne prônent pas une histoire patriotique, mais proposent une vision assez équilibrée de la guerre<sup>21</sup>.

Le second objectif des nationalistes et du gouvernement Abe est de réaliser la « normalisation » militaire du Japon, en s'affranchissant des principes antimilitaristes d'après guerre. Il s'agit en réalité d'accélérer le réarmement graduel du pays depuis les années 1990, qui a notamment conduit Tokyo à élargir les missions de ses forces d'autodéfense, à se doter d'un bouclier antimissile en collaboration avec son allié américain et à développer des équipements militaires de plus en plus sophistiqués<sup>22</sup>. Cette tendance à la remilitarisation fait l'objet d'un large consensus : c'est ainsi le Parti démocrate qui a brisé l'un des principaux tabous d'après guerre en autorisant l'exportation d'armes en décembre 2011. Shinzo Abe souhaite donner une forte impulsion au renforcement militaire : symboliquement, il procède à la première augmentation du budget de défense depuis 11 ans (+0,8 % en 2013, puis +5 % d'ici 2020), rédige de nouvelles orientations stratégiques qui doivent encore renforcer les lignes de défense face à la Chine et cherche à améliorer la gouvernance politico-militaire (mise en place d'un Conseil de Sécurité nationale). L'objectif est de pouvoir agir comme une nation véritablement souveraine, et plus concrètement, se défendre face aux intimidations chinoises. Les principaux investissements seront ainsi réalisés pour renforcer la surveillance des activités militaires chinoises en mer de Chine orientale et y répondre, le cas échéant. Tokyo va acquérir des avions de patrouilles, radars, drones et développe une capacité amphibie afin de défendre ses îles éloignées<sup>23</sup>. Depuis 2010, les troupes japonaises commencent à être redéployées du nord au sud-ouest du pays (îles Nansei), face à la Chine et aux Senkaku/Diaoyu.

Le projet-phare d'Abe reste toutefois la révision de l'article 9 de la Constitution. L'objectif est double : légaliser les « forces d'autodéfense » (*jieitai*) en les transformant en « armée nationale » (*kokubôgun*) et permettre au Japon d'user de son droit à la légitime défense collective<sup>24</sup>, afin de pouvoir défendre son allié américain en

---

<sup>21</sup> Les manuels proposent souvent une histoire factuelle et peu problématisée. Manque parfois un récit détaillé des atrocités de guerre, et la mention dans certains ouvrages des « femmes de réconfort » (esclaves sexuelles, sans doute au nombre de 200 000 et en majorité coréennes, enrôlées par l'Armée impériale japonaise). Daniel Sneider, « Textbooks and patriotic education: Wartime memory formation in China and Japan », *Asia-Pacific Review*, vol. 20, n° 1, mai 2013, p. 39-41.

<sup>22</sup> Céline Pajon, « Le réarmement contrôlé du Japon », *Politique étrangère*, vol. 76, n° 1, mars 2011. Christopher Hughes, *Japan's remilitarization*, Routledge, 2009.

<sup>23</sup> Voir le Defense Programs and Budget of Japan – Overview of FY2013 Budget, disponible sur : <[www.mod.go.jp/e/d\\_budget/pdf/250516.pdf](http://www.mod.go.jp/e/d_budget/pdf/250516.pdf)>.

<sup>24</sup> Le Cabinet du Premier ministre publie une décision le 1<sup>er</sup> juillet 2014 qui officialise sa volonté de réinterpréter l'article 9 de la Constitution afin d'user de manière limitée de ce droit de légitime défense collective.

cas d'attaque. L'alliance nippo-américaine est plus que jamais considérée comme le pivot de la posture stratégique japonaise et le seul gage de dissuasion efficace face à l'agressivité chinoise. La question se pose aujourd'hui de la transformation de la stratégie de défense du Japon vers une posture plus offensive. L'acquisition d'équipements militaires à usage dual (le récent porte-hélicoptères *Izumo* notamment)<sup>25</sup> et la réflexion menée pour autoriser des frappes préemptives sur des bases ennemies<sup>26</sup> semblent indiquer de prochaines évolutions qui n'iront pas sans provoquer de fortes inquiétudes chez les voisins du Japon. Quant à la probabilité de se doter d'une capacité nucléaire, seuls les autonomistes, en minorité aujourd'hui, soutiennent cette option. Si certains doutes concernant la crédibilité de la dissuasion nucléaire américaine dont l'archipel bénéficie venaient à se confirmer, il est toutefois probable que l'argument pourrait gagner des partisans au sein de la frange majoritaire des nationalistes normalisateurs, sans pour autant que cela signifie une acquisition de la capacité nucléaire qui resterait un choix particulièrement coûteux, tant sur le plan économique, que politique et stratégique.

## La fin d'une attitude déférente face à la Chine

L'animosité grandissante vis-à-vis de la Chine s'exprime d'abord par la montée en puissance de la thèse de la « menace chinoise », en particulier dans les milieux stratégiques. Dès le milieu des années 1990, les livres blancs sur la Défense japonais s'alarment de la modernisation rapide de l'Armée populaire de libération (APL) et l'opacité de la stratégie militaire de la Chine<sup>27</sup>. Ces dernières années, les incursions répétées dans le territoire maritime ou aérien nippon ont renforcé l'idée que l'expansion militaire chinoise s'effectue au détriment du Japon et menace son intégrité territoriale.

Plus qu'une menace militaire, la Chine est présentée de manière croissante par la mouvance ultraconservatrice comme l'archétype de l'« Autre ». Les néoconservateurs s'attachent à dénoncer l'immoralité du régime politique chinois et de ses agissements politico-militaires dans la région<sup>28</sup>. Cette attitude participe notamment d'une réaction aux campagnes de communication de plus en plus intenses conduites régulièrement par Pékin pour saper les

---

<sup>25</sup> Corey Wallace, « Does the Izumo represent Japan crossing the “offensive” rubicon? », *Japan Security Watch*, 13 août 2013.

<sup>26</sup> « Japan looks to military guidelines with US to define strike ability », *The Japan Times*, 3 septembre 2013.

<sup>27</sup> Voir notamment le rapport *Defense of Japan 2013*, Ministry of Defense, en particulier le chapitre dédié à la Chine (P. 38-64), disponible sur : <[www.mod.go.jp/e/publ/w\\_paper/2013.html](http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/2013.html)>.

<sup>28</sup> Voir notamment Shogo Suzuki, « The strange masochism of the Japanese right. Redrawing moral boundaries in Sino-Japanese relations », in Glenn D. Hook (ed.), *Decoding boundaries in contemporary Japan. The Koizumi administration and beyond*, Sheffield Centre for Japanese Studies/Routledge Series, Routledge, 2011, p. 35-58.

tentatives d'affirmation diplomatique du Japon (notamment son souhait d'accéder à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies), en y opposant l'incapacité de Tokyo à effectuer un retour sur son passé agressif et à s'excuser<sup>29</sup>. En réponse, les néoconservateurs nippons présentent le Japon comme le champion de la démocratie libérale, à l'opposé d'une Chine autoritaire et peu respectueuse de la règle de droit. Cette approche s'est concrétisée en matière de politique étrangère par l'adoption d'une « diplomatie basée sur les valeurs » qui encourage la mise en place de partenariats privilégiés avec les démocraties de la région, afin de construire un « arc de liberté et de prospérité », visant implicitement à isoler la Chine<sup>30</sup>. Si cette terminologie, inaugurée sous le premier mandat de Shinzo Abe en 2007-2008 n'est plus utilisée, le projet reste, lui, l'une des priorités diplomatiques du gouvernement actuel<sup>31</sup>. L'archipel trouve en effet dans cet appel aux valeurs universelles un puissant levier pour rallier des partenaires aussi bien en Asie que sur la scène internationale. Le plaidoyer du Premier ministre Abe à Singapour au printemps dernier inscrivait parfaitement cette démarche dans le souffle lyrique caractéristique de ses discours<sup>32</sup>. En outre, la promotion de ces valeurs libérales passe également par une campagne inédite de relations publiques à l'international, qui fait l'objet d'une nouvelle priorité politique et est dotée d'un confortable budget. Cette campagne de communication, pilotée par le Cabinet du Premier ministre doit permettre de mieux relayer les positions officielles du Japon et gagner la compréhension de la communauté internationale<sup>33</sup>. Cette démarche de soutien à la démocratie reste toutefois largement dictée par des considérations d'ordre géopolitique visant implicitement Pékin, et peut paraître comme manquant de cohérence lorsqu'il s'agit pour Tokyo de se rapprocher de gouvernements parfois eux-mêmes fort peu démocrates<sup>34</sup>.

Sur le plan stratégique, cette approche est utilisée afin de discréditer les revendications chinoises sur les îles Senkaku/Diaoyu.

---

<sup>29</sup> Voir par exemple Jane Perlez, « China exhibit, part of an anti-Japan campaign, reflects an escalating feud », *The New York Times*, 8 février 2014, et la « guerre des éditoriaux » dans le *Washington Post* et autres médias internationaux : Ali Weinberg, « Japan and China at War on the Op-Ed page », *Abc news*, 18 janvier 2014.

<sup>30</sup> Voir la page dédiée à ce « pilier » de la diplomatie japonaise sur la page du ministère des Affaires étrangères : « Value oriented diplomacy and strive to form the "Arc of freedom and prosperity" », disponible sur : <[www.mofa.go.jp/policy/pillar/](http://www.mofa.go.jp/policy/pillar/)>.

<sup>31</sup> « Les ressorts de la nouvelle diplomatie de M. Abe », interview de Yachi Shôtârô, conseiller du cabinet, Nippon.com, 2 septembre 2013. Entretien de l'auteur avec A., conseiller du Premier ministre au Cabinet, Tokyo, avril 2013.

<sup>32</sup> « Peace and prosperity in Asia, forevermore/Japan for the rule of law/Asia for the rule of law/And the rule of law for all of us », *The 13<sup>th</sup> IISS Asian Security Summit – The Shangri-La Dialogue*, « Keynote Address by Shinzo ABE, Prime Minister, Japan », Singapour, 30 mai 2014.

<sup>33</sup> NSS, p. 36.

<sup>34</sup> Maiko Ichihara, *Japan's strategic approach to democracy support*, Carnegie Endowment, 7 mars 2014, disponible sur : <<http://carnegieendowment.org/2014/03/07/japan-s-strategic-approach-to-democracy-support/h2q1>>.

Soulignant la dichotomie entre le Japon, gardien et protecteur des normes internationales, et la Chine, puissance révisionniste et brutale, le dernier Livre blanc sur la Défense nippon indique que « la Chine a tenté de transformer le statu quo par la force, en se fondant sur sa propre revendication, ce qui est incompatible avec l'ordre existant du droit international<sup>35</sup> ». Enfin, pour les néoconservateurs nippons, l'attitude immorale de la Chine invalide ses attaques visant le passé agressif du Japon et son traitement actuel dans l'archipel. Le Japon ne doit donc plus adopter une attitude de « déférence » (*dogeza gaikō*) qui a constitué la norme depuis la fin de la guerre<sup>36</sup>. Pour des raisons morales, Tokyo a en effet eu tendance à faire profil bas face à ses voisins chinois et coréen afin d'entretenir des relations relativement cordiales. Aujourd'hui, Tokyo adopte une posture plus réaliste et affirmée qui va de pair avec une relative distanciation face à son passé, ce qui semble difficile à admettre par Pékin<sup>37</sup>.

Le discours antichinois trouve un écho grandissant au sein de l'opinion publique, choquée par les débordements nationalistes antijaponais et l'« agressivité diplomatique » de Pékin. Ces dernières années, l'animosité réciproque grandit pour atteindre des sommets : selon un récent sondage, plus de 90 % des Japonais et des Chinois ont une image négative de leur voisin<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Defense of Japan 2013, Ministry of Defense, p.38, disponible sur : <[www.mod.go.jp/e/publ/w\\_paper/2013.html](http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/2013.html)>.

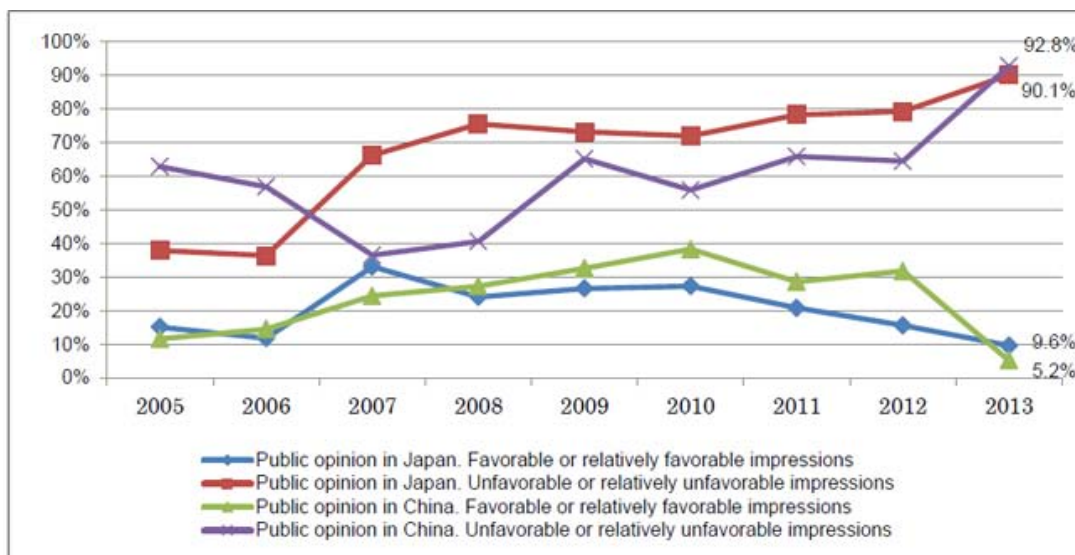
<sup>36</sup> Reinhard Drifte, *Japan's security relations with China: from balancing to bandwagoning?*, Routledge Curzon, 2003.

<sup>37</sup> Voir le discours de Shinzo Abe à New York en septembre 2013 : « Ladies and gentlemen, I am working hard to rebuild Japan's economy, while at the same time, working hard to reinvent our national security structure. For the first time ever, Japan will establish its National Security Council. For the first time ever, we will publish a national security strategy in which we will state what Japan is committed to, and what our aims are. Also, for the first time in eleven years, my government has increased its defense budget this year. By how much, you may want to know. Before that, we have an immediate neighbor whose military expenditure is at least twice as large as Japan's and second only to the US defense budget. The country has increased its military expenditures, hardly transparent, by more than 10 per cent, annually, for more than 20 years since 1989. And then, my government has increased its defense budget only by zero point eight per cent. So call me, if you want, a right-wing militarist. » *Remarks by Prime Minister Shinzo Abe on the occasion of accepting Hudson Institute's 2013 Herman Kahn Award*, The Pierre Hotel, New York City, 25 septembre 2013.

<sup>38</sup> *The 9th Japan-China Public Opinion Poll*, 13 août 2013, The Genron NPO, disponible sur : <[www.genron-npo.net/english/index.php?option=com\\_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4](http://www.genron-npo.net/english/index.php?option=com_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4)>.



**Graphique 1 :**  
**Évolution des impressions réciproques Chine/Japon (2005-2013)**



Source : The Genron NPO website.

La multiplication des frictions bilatérales semble avoir radicalisé l'opinion publique qui soutient aujourd'hui une posture ferme de la part de leur gouvernement, estimant que l'État japonais s'est assez excusé<sup>39</sup> et que les visites au Yasukuni sont aujourd'hui légitimes<sup>40</sup>. Ceci étant dit, si la population est de plus en plus sinophobe, elle n'est pas pour autant, dans sa majorité, va-t-en-guerre et reste attachée à une approche défensive et non offensive des forces armées. En cela, elle constitue plutôt un frein qu'un aiguillon du nationalisme politique<sup>41</sup>. La mise en place d'un agenda nationaliste par les néoconservateurs se heurte en effet aux garde-fous que lui oppose la démocratie japonaise.

<sup>39</sup> Voir le sondage réalisé par le Pew Research Center : Andrew Kohut (ed.), « Japanese Public's mood rebounding, Abe highly popular », 11 juillet 2013, notamment p. 4, disponible sur : <[www.pewglobal.org/files/2013/07/Pew-Research-Center-Global-Attitudes-Project-Japan-Report-FINAL-July-11-2013.pdf](http://www.pewglobal.org/files/2013/07/Pew-Research-Center-Global-Attitudes-Project-Japan-Report-FINAL-July-11-2013.pdf)>.

<sup>40</sup> 46 % des sondés ne voient pas d'inconvénient à ces visites, 27,5 % les tolèrent si elles sont réalisées par le Premier ministre à titre privé. Masaru Kohno, « Looking at the Takeshima and Senkaku problems through successive public opinion surveys », *Opinion, Waseda Online*, 26 novembre 2012, disponible sur : <[www.yomiuri.co.jp/adv/wol/dy/opinion/gover-eco\\_121126.htm](http://www.yomiuri.co.jp/adv/wol/dy/opinion/gover-eco_121126.htm)>.

<sup>41</sup> Paul Midford, *Rethinking Japanese public opinion and security. From pacifism to realism?*, Stanford University Press, 2011.

## Un nationalisme fortement contraint par les garde-fous démocratiques

Si les enjeux électoraux sont largement d'ordre intérieur au Japon, le temps des campagnes électorales peut être favorable à une surenchère de la rhétorique nationaliste et populiste, comme c'était le cas en novembre-décembre 2012<sup>42</sup>. En temps normal, les velléités nationalistes restent toutefois contraintes par l'exercice du pouvoir et la démocratie japonaise.

Shinzo Abe en avait fait l'amère expérience lors de son premier passage à la tête du gouvernement (2006-2007). En complet décalage avec les préoccupations économiques et sociales de la population, il s'était entêté dans l'application d'un programme basé sur l'amour de la patrie et de l'armée qui avait fini par lui coûter son poste. Il a cette fois donné la priorité au retour de la croissance économique pour garantir une mandature pérenne. C'est bien son volontarisme en matière économique (Abenomics), et non son programme nationaliste qui lui ont assuré une popularité record les premiers mois de sa législature.

De même, Shinzo Abe doit ménager un certain nombre de partenaires indispensables à son maintien au pouvoir. Tout d'abord au sein de son propre parti, il doit tenir compte des partisans d'une approche « réaliste » qui souhaitent le rétablissement de bonnes relations avec la Chine et la Corée. Ensuite, il doit s'assurer la collaboration du Nouveau Komeito, le partenaire de coalition qui permet au PLD de s'assurer une majorité parlementaire aux deux chambres de la Diète. Or, ce parti démocrate-bouddhiste défend des principes pacifistes et s'oppose à la révision de l'article 9 de la Constitution. Les récents sondages ayant également montré que l'opinion publique japonaise reste attachée à son article 9 (56 % des Japonais s'opposent à sa modification)<sup>43</sup>, le Premier ministre a décidé de mettre en sourdine le projet de révision formelle de la Loi fondamentale. Il s'est plutôt orienté vers une réinterprétation politique de l'article 9 de la Constitution, ce qui lui épargne une procédure de révision constitutionnelle particulièrement exigeante (elle requiert deux tiers des voix à la Diète et un référendum favorable). Toutefois, même

---

<sup>42</sup> La campagne de novembre-décembre dernier (comme celle de juillet 2013) a été particulièrement violente pour plusieurs raisons: le contexte de forte tension et de menaces réitérées de la part de la Chine et de la Corée, la présence pour la première fois d'un parti populiste (Parti de la restauration du Japon), et le fort enjeu pour le PLD, qui jouait son retour au pouvoir après trois ans d'alternance du parti démocrate dont le leadership s'était montré particulièrement faible. Ces éléments ont conduit à une radicalisation du discours politique. Voir par exemple: Ishihara, en novembre 2012, déclarant : « We need to say no to China when necessary because I don't want Japan to be like Tibet, which has fallen under Chinese power » et Abe : « We have absolutely no intention to retreat [to China], even by an inch », juillet 2013. Natsuko Fukue, « Ishihara rattles saber against China », *The Japan times*, 21 novembre 2012 ; Yuka Hayashi, « Abe takes election campaign to frontlines, literally », *The Wall Street Journal*, 17 juillet 2013.

<sup>43</sup> Voir le sondage réalisé par le Pew Research Center et dirigé par Andrew Kohut, déjà cité.

dans ce cas de figure, Shinzo Abe s'est heurté à de multiples critiques et obstacles politiques et médiatiques. Le 1<sup>er</sup> juillet, à l'issue de difficiles négociations avec le Nouveau Komeito, le Cabinet du Premier ministre a publié son projet de réinterprétation de la Constitution permettant à l'archipel d'user de manière limitée de son droit de légitime défense collective. Si cette évolution constitue sans nul doute une étape importante dans la normalisation de la posture de défense du Japon, elle n'en reste pas moins très encadrée et d'une envergure bien moindre que les premiers projets ne le laissaient supposer<sup>44</sup>. Cet épisode montre combien le processus démocratique reste un frein significatif à toute velléité nationaliste au Japon.

Autre soutien important pour le PLD, le milieu des affaires, et notamment le grand syndicat patronal Keidanren, fait pression pour que la relation bilatérale soit gérée sur une base la plus rationnelle possible, en évitant les provocations et emportements nationalistes<sup>45</sup>, l'interdépendance économique étant forte entre les deux voisins et la Chine constituant un marché incontournable pour les entrepreneurs japonais.

Enfin, la marge de manœuvre des néoconservateurs est également contrainte par leur allié américain, qui, s'il soutient le renforcement des capacités militaires japonaises, voit d'un mauvais œil les tentatives révisionnistes qui peuvent nuire à la stabilité régionale et vont à l'encontre de leurs intérêts (voir « Les éléments de contrôle du nationalisme » ci-dessous). Un rapport du Congressional Research Service publié au printemps 2013 et qui soulignait les fortes convictions nationalistes d'Abe<sup>46</sup> avait ainsi suscité l'émoi au sein du gouvernement nippon. Les États-Unis à travers leur ambassade à Tokyo avaient également exprimé leur « déception » suite à la visite de Shinzo Abe au sanctuaire Yasukuni en décembre dernier « qui exacerbera les tensions avec les voisins asiatiques du Japon »<sup>47</sup>. Enfin, les saillies révisionnistes des responsables japonais, principalement à destination interne, sont largement relayées par les

---

<sup>44</sup> Yuichi Hosoya, membre du Comité consultatif pour la reconstruction des bases légales pour la sécurité nommé par Shinzo Abe et qui a participé à la rédaction du rapport remis au Premier ministre le 15 mai 2014 « Report of the Advisory Panel on Reconstruction of the Legal Basis for Security », a souligné ce point lors d'une conférence donnée à l'Ifri le 2 juillet dernier : *A New Cold War in East Asia ? Japanese and French perspectives on Strategic Evolutions in East Asia*, Ifri, Paris, 2 juillet 2014.

<sup>45</sup> « Keidanren Chief blasts handling of Senkaku Islands issue », *The Asahi Shimbun*, 29 septembre 2012.

<sup>46</sup> « Comments and actions on controversial historical issues by Prime Minister Abe and his cabinet have raised concern that Tokyo could upset regional relations in ways that hurt U.S. interests », Emma Chanlett-Avery Coord., *Japan-US Relations: Issues for Congress*, Washington, Congressional Research Service, 2 août 2013 (1<sup>er</sup> version de l'étude publiée le 4 mai 2013), disponible sur : <[www.fas.org/sgp/crs/row/RL33436.pdf](http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL33436.pdf)>.

<sup>47</sup> « Statement on Prime Minister Abe's December 26 Visit to Yasukuni Shrine » Press Release, 26 décembre 2013, Embassy of the United States in Tokyo, disponible sur : <<http://japan.usembassy.gov/e/p/tp-20131226-01.html>>.

médias internationaux, au détriment de l'image du Japon. La diplomatie publique nippone est ainsi mise à rude épreuve.

D'une manière générale, le fossé entre une rhétorique nationaliste parfois violente et la pratique politique est donc important. Le mandat de Shinzo Abe annoncé comme ultraconservateur n'a pas entraîné pour le moment une transformation radicale des paradigmes d'après guerre. L'érosion des normes antimilitaristes se poursuit de manière graduelle et peut-être accélérée dans le cadre d'une dégradation rapide de l'environnement de sécurité régional, mais elle ne s'apparente pas au retour d'un expansionnisme agressif d'avant guerre. Les changements concrets restent pour le moment encadrés et limités, et c'est bien la superstructure du discours nationaliste et révisionniste qui contribue à projeter l'image d'un Japon faucon et ultraconservateur. Les perceptions jouent toutefois un rôle essentiel dans les relations internationales et sont particulièrement importantes dans le cas de la relation sino-japonaise.

## ***La Chine : le renouveau de la nation, sans débordements***

### **Nouveaux concepts patriotiques et nationalistes**

Les manifestations qui ont eu lieu en Chine durant le mois de septembre 2012 en réponse à la « nationalisation » japonaise des îles Senkaku/Diaoyu a remis à l'ordre du jour une hypothèse fréquemment avancée par les observateurs de la Chine : le Parti communiste chinois joue sur les sentiments antijaponais pour renforcer l'unité nationale et sa propre légitimité, et plus largement utilise le nationalisme pour combler le vide idéologique laissé par l'érosion progressive de l'idéologie marxiste-léniniste durant ces trente-cinq dernières années de réforme et d'ouverture.

Cette hypothèse d'un nationalisme postcommuniste est dans une certaine mesure compatible avec les évolutions rhétoriques qui sont apparues au lendemain du XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti (novembre 2012). Les formules à consonances patriotiques et nationalistes sont employées par la nouvelle équipe dirigeante, et en premier lieu Xi Jinping, avec encore plus de vigueur que la précédente. « Le grand renouveau de la nation chinoise » (*zhonghua minzu fuxing*) et le « rêve chinois » (*zhongguo meng*) comptent parmi les nouveaux concepts clé martelés dans les discours officiels, les émissions de télévisions, les stades, les écoles, etc.

Le « rêve chinois » apparaît en premier lieu destiné à donner espoir à la population, qui bénéficie inégalement de la croissance économique, elle-même en léger ralentissement ces dernières années. Le « grand renouveau de la nation chinoise », s'il marque assurément un renforcement global de la posture nationaliste de la nouvelle équipe dirigeante, ne sous-entend pas nécessairement un changement de cap

majeur de la politique étrangère chinoise. En effet, Xi Jinping lie explicitement l'avenir des citoyens chinois à celui de la nation, et les appelle à construire ensemble ce renouveau de la nation<sup>48</sup>, qui permettrait de laver la Chine des humiliations passées<sup>49</sup>, mais les objectifs affichés de ce renouveau sont avant tout économiques et sont même chiffrés. Il s'agit de parvenir à construire progressivement d'ici 2020, à l'approche du centième anniversaire du Parti communiste chinois, et surtout d'ici 2050, pour le centenaire de la création de la République populaire de Chine (1949), une société de « moyenne aisance » ou de « prospérité modérée » (*xiaokang*) avec une classe moyenne large, homogène, qui aurait facilement accès au logement et aux services sociaux notamment.

Alors qu'au Japon, on assiste à la montée en puissance d'un nationalisme de crise, le renforcement du nationalisme officiel en Chine s'appuie à l'inverse sur le développement économique du pays, et son poids global dans l'économie mondiale au lendemain de la crise économique et financière de l'automne 2008. La position de deuxième économie mondiale renforce chez les dirigeants chinois et la majorité de la population le sentiment de fierté nationale préexistant, et les ambitions d'occuper un jour la première place. Cette compétition économique, qui se décline depuis quelques années en sous-domaines de compétitions (sportives lors des Jeux olympiques de 2008, culturelles lors de l'exposition universelle de Shanghai en 2010, etc.) est souvent affichée par le Parti et comprise par la population comme le juste retour de la nation à la place qui lui est due et surtout à la fin de l'humiliation imposée par les puissances occidentales à la Chine depuis les guerres de l'opium. C'est donc principalement autour de l'opposition Chine-Occident que se fonde la rhétorique nationaliste officielle de ces dernières années, renforcée en parallèle par une revalorisation de la culture chinoise en cours depuis la fin de la révolution culturelle.

La nouvelle équipe dirigeante affirme également, non sans ambiguïtés, que le renouveau de la nation chinoise nécessite une « armée forte », « prête à gagner toute bataille », tout en rappelant que

---

<sup>48</sup> « Today we are closer than ever to the goal of achieving the Chinese nation's great rejuvenation and are more confident than ever that we have what it takes to succeed. History tells us that our personal future and fate are closely linked to the country's and the nation's. We are fine only when the country and the nation are. Empty talk costs the country a great deal and only hard work will make the nation prosperous. We must unite all members of the Chinese nation and build it into a great country and nation. » extrait du discours de Xi Jinping prononcé le 29 décembre 2012 au Musée national de Pékin lors de sa visite de l'exposition « Road toward Rejuvenation » (version officielle en langue anglaise).

<sup>49</sup> Les références à l'histoire sont nombreuses pour expliquer cette nouvelle formule. Voir par exemple ce commentaire : « The nation fell behind the Western world only after the Qing emperors shut the country off from the outside world during their 200-odd years of reign that resulted in China missing the Industrial Revolution. That is why "realizing the great rejuvenation of the Chinese nation" has been brought up with good reason and makes perfect sense. » Hao Tiechuan, « Xi Jinping's explanation of the Chinese people's dream », *China Daily*, 16 janvier 2013.

la Chine « ne cherchera jamais l'hégémonie ou l'expansion »<sup>50</sup>. Sur le plan théorique, ce « renouveau » semble une fois de plus s'opposer en premier à l'« Occident » au sens large, dans la lignée du discours sur la spécificité du modèle chinois martelé depuis l'ère Deng Xiaoping. L'opposition spécifique au Japon apparaît peu dans les communications officielles, excepté lors des commémorations historiques (voir « *Le poids de l'histoire, de plus en plus déterminant dans la relation* » ci-dessous).

Pour l'instant, l'analyse de ces nouveaux concepts n'indique pas de volonté concrète de développement d'un nationalisme spécifiquement antijaponais au lendemain du XVIII<sup>e</sup> congrès. En parallèle, l'analyse de la gestion par le Parti des protestations récentes contre la nationalisation des îles Senkaku/Diaoyu permet d'apporter un éclairage plus précis sur l'approche générale de Pékin vis-à-vis du nationalisme antijaponais.

## Les manifestations antijaponaises de septembre 2012

### *Un nouveau paysage médiatique*

Le sentiment antijaponais est aujourd'hui largement répandu en Chine. L'origine principale réside dans la perception partagée – et le ressentiment populaire qui en découle – que le Japon n'a jamais pleinement reconnu les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Cette perception transcende les générations : le ressentiment des jeunes, qui n'ont pas connu l'impérialisme japonais de leur vivant, est alimenté par les manuels scolaires d'histoire (au contenu très détaillé et parfois engagé), les romans, films et séries télévisées. Pour la majorité de la population chinoise, le Japon demeure associé à un sentiment d'humiliation et d'injustice hérité de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

Le sentiment antijaponais s'est renforcé ces dernières années<sup>51</sup>. Outre l'accumulation des tensions au cours des années 2000, qui attise les sentiments existants, le développement d'Internet et des réseaux sociaux explique en grande partie ce regain. Le nombre des sites nationalistes et des messages antijaponais s'est logiquement multiplié avec l'augmentation très rapide du nombre d'utilisateurs d'Internet en Chine (591 millions en 2013)<sup>52</sup>, et la très forte popularité

---

<sup>50</sup> Propos de Xi Jinping, repris par l'agence de presse Xinhua (Chine nouvelle), 17 mars 2013.

<sup>51</sup> Selon l'étude réalisée conjointement par le Genron NPO et China Daily (cité précédemment, cf. graphique 1), 92,8 % des chinois interrogés ont une impression défavorable du Japon, soit 28 points de plus que l'année précédente. *The 9th Japan-China Public Opinion Poll*, 13 août 2013, The Genron NPO, disponible sur : <[www.genron-npo.net/english/index.php?option=com\\_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4](http://www.genron-npo.net/english/index.php?option=com_content&view=article&id=59:the-9th-japan-china-public-opinion-poll&catid=2:research&Itemid=4)>.

<sup>52</sup> En juillet 2013, selon l'Agence gouvernementale China Internet Network Information Center (CNNIC).

de certains réseaux sociaux tels que SinaWeibo<sup>53</sup>. Internet et les réseaux sociaux facilitent le regroupement des nationalistes autrefois isolés (multiplication des forums de discussion nationalistes, par exemple).

Ce nouveau paysage médiatique change sensiblement la nature de l'expression et de la gestion des sentiments antijaponais. Les autorités chinoises disposent à l'évidence de moyens de cadrage, de contrôle voire de blocage des mouvements d'expression antijaponais. Toutefois, ce contrôle est plus difficile à exercer qu'autrefois, alors que les réseaux sociaux relayent désormais rapidement et massivement les commentaires nationalistes et les appels à manifester. Par exemple, la censure de mots clés a été ajustée au fur et à mesure de la multiplication rapide des commentaires antijaponais sur les réseaux sociaux fin 2012<sup>54</sup>. La censure des commentaires nationalistes les plus extrêmes n'est pas une pratique nouvelle : déjà en septembre 1996, un forum de discussion en ligne de l'Université de Pékin était fermé suite à un appel des étudiants à manifester contre le Japon. Mais à cette époque la Chine comptait moins de 100 000 internautes dans l'ensemble du pays. Au printemps 2005, il était déjà difficile pour Pékin de contenir les protestations antijaponaises qui avaient été en partie organisées via la populaire messagerie de discussion instantanée QQ et des forums de discussions (BBS). Aujourd'hui, la popularité des réseaux sociaux rend plus que jamais éprouvante la gestion du nationalisme populaire en ligne contre le Japon.

### *Appels au « patriotisme rationnel »*

Le degré précis de tolérance – de la part des autorités – des débordements violents (magasins et voitures de marque japonaise saccagés et vandalisés)<sup>55</sup> en septembre 2012 à Pékin, Shanghai, Xian ou encore Qingdao demeurent incertains<sup>56</sup>. Assurément, un certain degré de tolérance de la part des autorités chinoises était nécessaire pour que ces manifestations aient lieu et se prolongent sur une

---

<sup>53</sup> Plus de 500 millions de comptes, au moins 50 millions d'utilisateurs quotidiens. Proche de Twitter dans son fonctionnement.

<sup>54</sup> Par exemple, censure de l'expression « antiJapon » à partir de la semaine du 17 septembre, qui ne donnait plus aucun résultat en Chine depuis les moteurs de recherches.

<sup>55</sup> Fermeture provisoire de grands et petits magasins tels que Aeon, Ito Yokado, Uniqlo, 7-Eleven, Lawson. Panasonic et Nissan avaient également fermé provisoirement certaines usines basées sur le territoire chinois suite à des actes de vandalisme.

<sup>56</sup> Certains chercheurs chinois interrogés en juin 2013 à Pékin affirmaient que les forces de l'ordre avaient tout simplement été « dépassées par les événements » dans certaines villes de provinces où les moyens et agents de maintien de l'ordre lors des rassemblements de foule ne sont pas aussi professionnels, organisés et expérimentés qu'à Pékin ou dans d'autres zones à risques du pays (grandes villes telles que Shanghai, provinces sujettes aux tensions ethniques telles que le Tibet ou le Xinjiang, etc.). Entretien, think tank spécialiste des questions de sécurité, Pékin, juin 2013.

semaine. Toutefois, si l'origine gouvernementale des manifestations est probable dans certaines villes, comme lors des mouvements antijaponais du printemps 2005<sup>57</sup>, elle n'a pas été unique : les appels spontanés aux protestations et manifestations ont été nombreux sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, il semblerait, au regard des campagnes de communication officielles, que le Parti ait cherché à contenir plutôt qu'à encourager les sentiments nationalistes après les premières manifestations.

Ainsi, en septembre et octobre 2012, suite aux premiers débordements lors des manifestations antijaponaises, le gouvernement chinois appelle massivement au « patriotisme rationnel » (*lixing aiguo*) sur Internet, y compris sur les réseaux sociaux<sup>58</sup>. Cet appel a également été relayé dans des tribunes parues dans plusieurs journaux d'État<sup>59</sup>, mais aussi par SMS. De tels appels ne sont pas nouveaux, déjà au début des années 2000, le Parti appelait les activistes nationalistes à rester « calmes et raisonnables » (*lengjing yu lizhi*), mais ce message s'adressait alors principalement aux membres de forums de discussions et sites spécialisés. Fin 2012, la campagne d'apaisement du Parti a été plus massive, destinée à une population d'utilisateurs beaucoup plus large, moins spécialisée, qui s'exprime occasionnellement – mais avec virulence – sur la question. Cette campagne a été organisée à la fois par des institutions centrales et locales<sup>60</sup>. En parallèle, plusieurs bloggeurs influents (Li Chengpeng, Han Han, entre autres) ont publié des billets critiquant les violences antijaponaises<sup>61</sup>.

Ces actes ont été condamnés par les représentants du gouvernement et les médias officiels – par exemple une conférence de presse du ministère des Affaires étrangères chinois, largement reprise par la presse, a ouvertement condamné l'acte d'un individu qui avait détruit le drapeau japonais d'une voiture de l'Ambassade du Japon à Pékin<sup>62</sup>. Sur les populaires émissions consacrées aux questions

---

<sup>57</sup> Voir par exemple « Les manifestations anti-japonaises du printemps 2005 » in Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, n° 88, mars-avril 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 10 septembre 2013, disponible sur : <http://perspectiveschinoises.revues.org/739>.

<sup>58</sup> Compte SinaWeibo dédié, disponible sur : <[www.weibo.com/z/lovechina2012/](http://www.weibo.com/z/lovechina2012/)>.

<sup>59</sup> Par exemple, entre autres, le 16 septembre 2012 dans *Le Quotidien du Peuple* ainsi que dans une dépêche de l'agence de presse Xinhua intitulée (version anglaise) « Wisdom needed in the expression of patriotism », ou encore dépêche du 20 septembre intitulée (version anglaise) « Irrational, violent anti-Japanese protests should be avoided ».

<sup>60</sup> La police du Guangdong, par exemple, avait appelé sur son compte SinaWeibo officiel au patriotisme rationnel en montrant une image d'un cœur aux couleurs de la Chine. SinaWeibo, mi-septembre 2012, relevé en premier par François Bougon, *LeMonde.fr*, 21 septembre 2012.

<sup>61</sup> Cf. blog de Han Han, « My feelings about the recent anti-Japan protests », 19 septembre 2012.

<sup>62</sup> Et mentionnant: « Relevant authorities are seriously investigating the report that the flag of the Japanese ambassador's vehicle was ripped off in Beijing », Xinhua (version anglaise), 27 août 2012, citant le porte-parole du ministère des Affaires



internationales « Focus Today » (*Jinri Guanzhu*)<sup>63</sup> ou « *Xinwen Pandian* »<sup>64</sup>, les invités – le plus souvent des experts en politique étrangère et militaire, spécialistes du Japon – ont tenté d'expliquer en termes pédagogiques pourquoi la Chine ne peut pas tout simplement entrer en guerre contre le Japon – une attente formulée par les plus extrémistes des nationalistes chinois. De fait, il semblerait que tout au long du mois de septembre 2012, la sélection des invités a été réalisée avec une certaine précaution sur les chaînes d'État<sup>65</sup>. Et la rédaction des programmes aurait souvent conseillé aux experts invités, à l'oral et de manière informelle, de rester assez « modérés » dans leur expression<sup>66</sup>.

Ces attentions et plus généralement l'ampleur de la campagne pour le patriotisme rationnel pendant les manifestations reflètent la volonté du Parti d'éviter les débordements violents et non contrôlés. Fin 2012, le Parti a utilisé au moins trois canaux de contrôle des débordements : les médias, dont les réseaux sociaux ; les experts s'exprimant dans les médias ; les fonctionnaires, y compris locaux<sup>67</sup>. Le Parti est toujours capable de contrôler les débordements nationalistes via de multiples canaux, mais ce contrôle apparaît de plus en plus difficile à exercer.

Après les manifestations, les peines lourdes infligées à plusieurs auteurs de ces violences et la médiatisation de leurs procès suggèrent que les autorités chinoises souhaitent envoyer un message de dissuasion à la population<sup>68</sup>.

---

étrangères. De manière générale, suite aux manifestations, la police a régulièrement diffusé publiquement les photos d'auteurs d'actes violents contre les magasins, entreprises et voitures japonaises, pour appel à témoin et arrestation.

<sup>63</sup> Diffusé tous les jours de 21 h 30 à 22 h 00 sur la chaîne nationale CCTV4. Podcast des émissions disponible sur : <<http://cctv.cntv.cn/lm/jinriguanzhu/video/index.shtml>>

<sup>64</sup> Diffusé tous les samedis de 19 h à 20 h sur China Radio International.

<sup>65</sup> Il apparaît que les experts les plus « durs » ont été moins présents sur les écrans de la télévision nationale chinoise, comme par exemple Luo Yan, un général de division de l'APL à la retraite, blogueur et commentateur populaire, qui avait appelé à une préparation de l'armée dans l'éventualité d'une frappe contre le Japon relative aux îles Diaoyu (appel lancé dans la version chinoise de Global Times en septembre 2012).

<sup>66</sup> Entretien avec un expert chinois du Japon participant régulièrement à ce type de programme TV, Pékin, juin 2013.

<sup>67</sup> Par exemple en interdisant formellement aux fonctionnaires de participer aux manifestations antijaponaises : mi-septembre, alors que débordement violents se multipliaient dans les manifestations, plusieurs administrations centrales (NDRC, ministère des Affaires étrangères, ministère du Commerce, ministère de la Sécurité publique) ont conjointement diffusé un document qui donnait l'ordre à tous les fonctionnaires de ne participer à aucune manifestation antijaponaise. Entretien, haut fonctionnaire chinois, Pékin, juin 2013.

<sup>68</sup> Par exemple, le 5 juillet 2013, plusieurs tribunaux de la ville de Xian ont condamné 12 personnes à des peines allant jusqu'à plusieurs années de prison pour avoir attaqué des véhicules de marques japonaises, et dans certains cas leur conducteur, lors des manifestations antijaponaises de septembre 2012. Le cas le plus sérieux fut celui de Cai Yang, condamné à 10 ans de prison ferme et 258 000 RMB d'amende (soit 35 000 euros environ) pour avoir frappé au visage et à plusieurs reprises avec un antivol de vélo le conducteur d'une Toyota Corolla. La presse officielle a condamné cet acte en soulignant les « protestations de la population contre cette

Les manifestations antijaponaises violentes de septembre 2012 semblent avoir marqué un tournant dans la manière dont Pékin gère l'expression des sentiments nationalistes de sa population. Depuis cette période, le Parti communiste chinois semble la considérer davantage comme un risque que comme un atout politique, et ne plus vouloir la tolérer aussi largement qu'auparavant. Ainsi, la visite du Premier ministre Abe au sanctuaire controversé de Yasukuni en décembre 2013, perçue comme une provocation par les dirigeants et la majorité de la population chinoise, n'a pas été suivie de manifestations antijaponaises majeures sur le territoire chinois. Par contre, les autorités chinoises ont rapidement et sévèrement condamné cette visite, à travers le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui avait alors notamment expliqué qu'elle « heurtait profondément les sentiments des victimes de guerre asiatiques<sup>69</sup> » avant d'annoncer quelques jours plus tard qu'Abe n'était pas le bienvenu en Chine et que « les dirigeants chinois ne le rencontreraient pas<sup>70</sup> ».

### *Les manifestations antijaponaises : une « excuse » ?*

Au sein du Parti, nombreux sont ceux qui estiment que la nationalisation des îles Senkaku/Diaoyu était en réalité « une excuse »<sup>71</sup> trouvée par certains manifestants pour protester – en province notamment – contre le gouvernement et certaines injustices ressenties par une part de la population nationale, relatives notamment à la corruption, aux écarts de niveaux de revenu, de couverture sociale ou d'accès au logement. Cette analyse est partagée non seulement par de nombreux fonctionnaires, chercheurs et analystes chinois<sup>72</sup>, mais également par des diplomates et analystes japonais suivant l'évolution du sentiment et des actions antijaponais sur le territoire chinois<sup>73</sup>.

Certaines pancartes brandies par les manifestants en septembre 2012 ont également posé problème au Parti : des portraits de Mao Zedong ont été observés avec surprise, en nombre, au cœur

---

violence soi-disant “patriotique” qui s’est déployée pendant une vague de manifestation contre la “nationalisation” des îles Diaoyu » Xinhua, 5 juillet 2013.

<sup>69</sup> Qin Gang, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Pékin, 26 décembre 2013.

<sup>70</sup> Qin Gang, Pékin, lors de la conférence de presse du ministère des Affaires étrangères du 30 décembre 2013. Texte complet en version anglaise officielle disponible sur : <[www.fmprc.gov.cn/ce/cedk/eng/fyrth/t1113242.htm](http://www.fmprc.gov.cn/ce/cedk/eng/fyrth/t1113242.htm)>.

<sup>71</sup> Entretiens avec des chercheurs chinois appartenant à des think tank spécialistes des questions de politique étrangère et de sécurité, Pékin, juin 2013.

<sup>72</sup> Qui notent par exemple que les actes les plus violents n'ont pas été commis dans des zones traditionnellement connues pour leurs sentiments antijaponais particulièrement forts (tels que les provinces du Nord-Est du pays, ou autour de Nankin, où des crimes de guerre ont été commis par les Japonais), mais ailleurs (ville de Xian par exemple, où plusieurs voitures ont été détruites, qui n'a jamais été occupée par l'armée japonaise).

<sup>73</sup> Entretiens, diplomates japonais, Paris, Tokyo, août 2013-février 2014.

de certains cortèges antijaponais<sup>74</sup>, et peuvent symboliser à la fois une insatisfaction sur la politique étrangère menée par les dirigeants actuels – pas assez « dure », en comparaison avec Mao, perçu par de nombreux Chinois comme le leader héroïque de la guerre avec le Japon dans les années 1930 et 1940 – et sur la politique intérieure – pas assez « juste », dans un contexte d'accroissement des disparités socioéconomiques depuis l'ère de réforme et d'ouverture lancée par Deng, souvent souligné par les nostalgiques de l'ère maoïste. D'autres pancartes – qui ont été retirées discrètement des cortèges par des policiers en civil<sup>75</sup> – faisaient allusion à Bo Xilai, alors que le scandale touchant l'ancien chef du Parti communiste de Chongqing venait d'éclater quelques mois auparavant. La date de la nationalisation des îles Senkaku/Diaoyu était particulièrement inopportune pour le PCC, soucieux de maintenir l'ordre au lendemain de ce scandale et à la veille de XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti.

Une autre préoccupation croissante pour le Parti communiste chinois est de maîtriser cette « jeunesse en colère », qui constitue une part non négligeable des nationalistes en ligne, et dont la virulence peut entraîner des débordements rapides sur Internet puis dans la rue. Depuis l'émergence des printemps arabes, les dirigeants chinois ont pris conscience de l'influence des réseaux sociaux et de leurs jeunes utilisateurs. Ces préoccupations sont d'autant plus fortes que les mouvements sociaux sont en constante augmentation en Chine, avec la participation croissante de jeunes actifs urbains issus des classes moyennes – à l'origine de manifestations sur les questions environnementales, par exemple.

## Un jeu nationaliste à double tranchant, de plus en plus contre-productif

De manière générale, les nationalistes chinois comptent potentiellement parmi les individus les plus critiques envers le gouvernement chinois, qu'ils accusent de faiblesse, lâcheté, et qui se déclarent parfois prêts à effectuer eux-mêmes ce que le gouvernement chinois n'ose pas faire (aller sur les îles Senkaku/Diaoyu<sup>76</sup>, taguer ou brûler des éléments du sanctuaire Yasukuni<sup>77</sup>, etc.). Dans ce contexte, certains individus ultranationalistes apparaissent parfois aux yeux du Parti comme des « dissidents » dont il est nécessaire de limiter l'influence. Le nationalisme antijaponais n'est désormais plus considéré par le Parti comme un simple vecteur d'unité nationale sans

---

<sup>74</sup> *South China Morning Post*, 20 septembre 2012.

<sup>75</sup> « China alters its strategy in diplomatic crisis with Japan », *New York Times*, 29 septembre 2012 : « Several protesters in Beijing carried signs saying "Diaoyu belongs to China, Bo belongs to the people" ».

<sup>76</sup> Par exemple, le 12 septembre 2012, la police japonaise de la préfecture d'Okinawa avait arrêté 14 activistes chinois, dont sept qui avaient débarqué sur les îles Diaoyu-Senkaku.

<sup>77</sup> Par exemple, en 2005, un citoyen chinois avait tagué un des murs du sanctuaire et un autre, en 2011 avait tenté de brûler une colonne du porche d'entrée.

risque. Il est considéré comme un outil à double tranchant, vecteur d'instabilité, pouvant s'étendre à des revendications de politique intérieure et se retourner contre le gouvernement chinois lui-même.

L'argument qui lie légitimité du Parti et nationalisme – et en particulier qui considère que le nationalisme est utilisé pour détourner l'attention de l'incapacité de l'État à répondre aux attentes intérieures<sup>78</sup> (économiques, sociales, etc.), n'est pas recevable pour de nombreux analystes chinois<sup>79</sup>: selon eux, le sentiment d'unité nationale face à « l'ennemi commun japonais » est insuffisant pour restaurer la légitimité du Parti, car c'est avant tout sur des questions intérieures (corruption des cadres locaux et centraux, expropriations, crises environnementales, inflation, difficulté d'accès au logement et au soin, assurance-maladie et pensions de retraites insuffisantes) que cette légitimité s'est érodée ces dernières années. Par conséquent, beaucoup estiment au sein des élites politiques chinoises que la légitimité du Parti ne peut être pleinement restaurée qu'en traitant ces problèmes intérieurs<sup>80</sup>. Les résultats des études d'opinion tendent à confirmer cette logique. Le Parti communiste chinois, qui de plus en plus sonde via Internet et les réseaux sociaux l'opinion publique chinoise en profondeur autant sur les sujets de politique intérieure qu'extérieure, est conscient de la hiérarchie des priorités de la population chinoise, et des critiques auxquelles répondre en premier lieu pour maintenir une certaine forme de stabilité politique et sociale.

### Restreindre les débordements actuels et à venir...

Dans ce contexte, les expressions antijaponaises comportent des risques significatifs pour le Parti car elles entrent en contradiction avec plusieurs principes et objectifs du gouvernement actuel. Les manifestations antijaponaises potentiellement violentes contredisent deux principes fondamentaux que Pékin tente de promouvoir depuis près d'une décennie : ceux d'une société « civilisée » (*wenming*) et « stable » (*weiwen*). L'objectif premier des autorités chinoises demeure la stabilité politique et sociale. Dans un contexte tendu (influence croissante des réseaux sociaux, mouvements sociaux en augmentation, légitimité du Parti entamée par les scandales de corruption à répétition, etc.)<sup>81</sup>, l'expression des sentiments antijaponais par la population comporte des risques supplémentaires d'instabilité malvenus. Si le Parti tolère l'expression d'un « patriotisme rationnel »,

---

<sup>78</sup> Snyder, Jack, « Nationalism and the Crisis of the Post-Soviet State », in Brown, Michael (ed.), *Ethnic Conflict and International Security*, Princeton University Press, 1993, p. 79-101.

<sup>79</sup> Entretiens auprès de chercheurs de think tanks chinois, Pékin, juin 2013.

<sup>80</sup> Entretiens auprès d'analystes, diplomates et cadres du Parti, Pékin, 2013-2014.

<sup>81</sup> En septembre 2012, les dirigeants chinois ont employé tous les moyens à leur disposition (censure, communication, police, etc) pour maintenir l'ordre et le calme lors de cette période de préparation particulièrement tendue du XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti (affaires Bo Xilai, Ling Jihua, scandales de corruption impliquant des cadres locaux et centraux, etc.).

y compris antijaponais<sup>82</sup>, il craint en revanche tout débordement violent. Ceux-ci sont difficilement prévisibles : dans un contexte de liberté d'expression limitée, l'opinion publique est plus contrainte dans son expression, mais cette expression – y compris nationaliste – peut sortir le moment venu avec plus de virulence et de force.

Par ailleurs, les expressions violentes interfèrent également avec un autre objectif majeur du Parti : la promotion de l'image de la Chine à l'étranger. Les autorités chinoises sont pleinement conscientes que des images de manifestants violents ont été largement diffusées par les médias dans certains pays occidentaux (États-Unis, France, entre autres) en septembre 2012 et nuisent à l'image de la Chine aux yeux d'une partie de l'opinion publique de ces pays. Ce constat est pris au sérieux par une diplomatie chinoise de plus en plus préoccupée par la perception du pays à l'étranger<sup>83</sup>.

De nouvelles mesures sont prises pour restreindre l'ampleur du sentiment antijaponais au sein de la population chinoise. Ainsi l'autorité de régulation de télévision chinoise a décidé en mai 2013 d'imposer des régulations sur le contenu des fictions TV sur la guerre de résistance contre l'agression japonaise, considérées comme ayant des effets néfastes sur la population chinoise<sup>84</sup>. En particulier, la GAPPRFT (General Administration of Press, Publication, Radio, Film and Television) a ordonné aux chaînes provinciales de renvoyer à Pékin ce type de programme pour vérification avant transmission. Ces mesures font notamment suite aux appels de plusieurs universitaires influents, tels que Zhu Feng, professeur de relations internationales à l'Université de Pékin, qui a mis en garde contre « l'infantilisme patriotique<sup>85</sup> » ou encore Ge Jianxiong, professeur d'histoire à l'Université Fudan à Shanghai et membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC), qui a appelé à limiter la diffusion de la série télévisée « *Drawing Sword* »<sup>86</sup> sur l'agression japonaise, dont les 30 épisodes ont déjà été diffusés pendant 8 années consécutives sur des chaînes nationales et provinciales depuis sa création en 2006.

---

<sup>82</sup> Par exemple, les appels au boycott des produits japonais ont été nombreux et spontanés en 2012-2013. Les autorités chinoises ne les encouragent pas, mais ne les condamnent pas non plus. NB : Ces appels ne sont pas récents. En 2003, une pétition en ligne appelant à boycotter la bière japonaise Asahi pour contester son soutien présumé de l'entreprise à des groupes d'extrême droite japonaise avait récolté 1,28 millions de signatures en seulement deux heures. D'après Reilly, James, « China's Online Nationalism Toward Japan », in Shen, Simon, Breslin, Shaun (ed.), *Online Chinese Nationalism and China's Bilateral Relations*, Lexington Books, 2010, p. 50.

<sup>83</sup> Entretiens avec des diplomates chinois, Paris, Septembre 2013.

<sup>84</sup> Sur le nationalisme antijaponais dans la fiction audiovisuelle chinoise, voir par exemple le sous-chapitre : « Anti-Japanese Nationalism in Chinese Cinema », in Singh, Bhavna, *China's Discursive Nationalism – Contending in Softer Realms*, Pentagon Press, 2012.

<sup>85</sup> « Aiguozhuyi youzhi bing » - Caijing, 9 septembre 2012.

<sup>86</sup> « liangjian » (亮劍)

### ... sans apparaître faible face au Japon

Si le cœur de la légitimité du Parti se construit – ou se déconstruit – autour des questions intérieures, l'opinion publique chinoise exerce également une pression sur le Parti autour des questions extérieures. Pékin doit faire face aux critiques – minoritaires mais souvent les plus virulentes et retentissantes – sur une Chine « trop faible » face au Japon. Cette pression se matérialise depuis plusieurs années par des pétitions<sup>87</sup>, et de plus en plus par les résultats des sondages et études d'opinion conduites par les médias en ligne, dont nombre d'entre eux sont commandés par les administrations centrales<sup>88</sup>. Des sondages sur la perception du Japon ont été conduits au sein de la population chinoise en pleine crise des îles Senkaku/Diaoyu. Ces critiques constituent une pression non négligeable sur les dirigeants chinois – qui cherchent logiquement à ne pas les attiser. Il est difficile de connaître le niveau exact de prise en compte et l'impact concret de ces critiques populaires sur le processus de décision. De manière générale, James Reilly<sup>89</sup> considère que cet impact varie selon l'état de division ou d'union des dirigeants chinois. Lorsque les dirigeants sont unis, l'opinion publique a un impact limité sur la politique étrangère vis-à-vis du Japon. Par contre, lorsqu'ils sont divisés, l'opinion publique est prise en compte en tant que variable complémentaire. Dans tous les cas, l'auteur voit l'État chinois comme un acteur stratégique, exerçant avec succès son contrôle sur l'opinion publique et visant la stabilité des relations Chine-Japon<sup>90</sup>. De manière ponctuelle, la pression du nationalisme populaire peut avoir des conséquences sur le processus de décision. Par exemple, selon James Reilly, le nationalisme en ligne a eu un impact concernant la décision de la Chine de construire une ligne à grande vitesse en 2003<sup>91</sup>. Aujourd'hui, cette pression contraint dans une certaine mesure Pékin à maintenir une position ferme – ou

---

<sup>87</sup> À titre d'exemples, à l'automne 2005, plus de 10 millions de personnes avaient signé une pétition en ligne contre l'attribution au Japon d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ; en juillet 2003, une pétition en ligne avait réuni plus de 80 000 signatures en 10 jours contre le projet de participation d'entreprises japonaises à la construction d'une ligne de train à grande vitesse. À ce sujet, voir le chapitre de James Reilly, « China's Online Nationalism Toward Japan », in Shen, Simon, Breslin, Shaun (ed.), *Online Chinese Nationalism and China's Bilateral Relations*, Lexington Books, 2010, p. 46-47.

<sup>88</sup> Par exemple, le ministère des Affaires étrangères fournit régulièrement des « Public Sentiment Analysis » (*yuqing fenxi*) et Renminwang, le portail internet du *Quotidien du Peuple*, a son propre « Office of Online Public Sentiment » (*wangluo yuqing bangongshi*), qui fournit des analyses détaillées (mapping par provinces, districts, etc.) des commentaires sur Internet, et qui compte plusieurs institutions gouvernementales parmi ses clients.

<sup>89</sup> James Reilly, *Strong society, smart state: The rise of public opinion in China's Japan policy*, Columbia University Press, 2012

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> « Online nationalism broadened the scope of the decision-making process, delayed decisions, interjected the element of public emotion into officials' calculations, and so affected the final decision » James Reilly, « China's Online Nationalism Toward Japan », in Shen, Simon, Breslin, Shaun (ed.), *Online Chinese Nationalism and China's Bilateral Relations*, Lexington Books, 2010, p. 55-56.

tout du moins qui apparaît comme telle aux yeux de la population nationale – en premier lieu face au Japon, autour des îles Senkaku/Diaoyu, en mer de Chine orientale, mais également en mer de Chine méridionale. En novembre 2013, Pékin a décrété une zone d'identification de défense aérienne (*air defense identification zone*, ADIZ) au-dessus de la mer de Chine orientale. Plus récemment, en mai 2014, la Chine a installé une plateforme pétrolière<sup>92</sup> en mer de Chine méridionale dans des eaux que le Vietnam considère comme partie intégrante de sa zone économique exclusive. Ces initiatives unilatérales, souvent perçues comme des provocations par les pays voisins, ne peuvent s'expliquer uniquement par les pressions du nationalisme populaire (d'autres facteurs, tels que la personnalité des nouveaux dirigeants – et en particulier de Xi Jinping,<sup>93</sup> l'évolution des rapports de force dans la région, la compétition croissante entre la Chine et les États-Unis, etc. sont à prendre en compte). Toutefois, il est certain que ces initiatives sont globalement bien reçues par la population et qu'elles estompent les critiques vis-à-vis d'un Parti communiste ou de dirigeants chinois qui seraient « trop faibles » face aux voisins.

Si population et élites chinoises partagent dans une certaine mesure la même vision négative du Japon et un certain ressentiment face à son interprétation de l'histoire<sup>94</sup>, les décideurs sont pleinement conscients de la complexité des enjeux bilatéraux, et qu'une politique guidée par les sentiments n'est pas la meilleure pour promouvoir les intérêts nationaux, alors que le Japon demeure un partenaire économique majeur. Des divergences de fond existent entre la majorité des spécialistes chinois du Japon et des relations internationales – souvent consultés au cours du processus de décision – et la part la plus critique et virulente de l'opinion publique chinoise. Les appels de chercheurs<sup>95</sup> et journalistes chinois en faveur d'une approche dépassionnée des relations sino-japonaises se sont multipliés ces dernières années, et de nombreux diplomates sont conscients qu'une diplomatie populiste peut venir troubler des négociations économiques délicates. De fait, l'approche pragmatique, qui caractérise la majorité des décisions de politique étrangère chinoise depuis plus de 30 ans tempère toujours, dans une certaine

---

<sup>92</sup> Plateforme pétrolière géante HD-981, de la compagnie d'État chinoise CNOOC, installée unilatéralement au large des îles Paracels (dont la Chine et le Vietnam revendiquent la propriété), sous la protection d'une soixantaine de bâtiments des gardes-côtes chinois.

<sup>93</sup> Xi Jinping, qui a progressivement consolidé son pouvoir présidentiel durant les deux premières années de son mandat et s'implique fortement – encore plus que son prédécesseur – dans le processus de décision de politique étrangère, apparaît déterminé à consolider le statut de puissance régionale de la Chine.

<sup>94</sup> La majorité des diplomates, chercheurs en relations internationales et conseillers partagent un profond ressentiment vis-à-vis du Japon. Entretiens, Pékin, Juin 2013.

<sup>95</sup> Déjà à plusieurs reprises au cours des années 2000, des spécialistes chinois du Japon et/ou des relations internationales – Shi Yinhong, Lu Zhongwei, Ma Licheng, entre autres – d'inspiration libérale avaient multiplié les appels à l'amélioration des relations avec le voisin, partenaire économique incontournable.

mesure, les élans émotionnels qui pourraient surgir au cours de la prise de décision face au Japon (voir « Les éléments de contrôle du nationalisme » ci-dessous).

Ainsi, les logiques des nationalismes en Chine et au Japon varient selon la nature des systèmes politiques en place dans chacun des pays. En contexte démocratique, l'expression des nationalismes japonais demeure relativement libre, et représentée par des partis de droite et d'extrême droite. En Chine, le Parti unique est en mesure de guider ou de censurer les expressions nationalistes, mais la tâche est ardue pour la nouvelle équipe dirigeante : il s'agit d'être à la fois tolérant vis-à-vis du nationalisme populaire pour ne pas apparaître faible, tout en évitant les débordements qui pourraient se retourner contre le Parti.



# Nationalismes et relations sino-japonaises

---

## *Chine-Japon : les différents temps des nationalismes*

### **Le poids de l'histoire, de plus en plus déterminant dans la relation**

L'héritage historique est traditionnellement un élément important de la relation sino-japonaise. Il a déterminé la posture déférente de Tokyo face à Pékin depuis 1945, et fondé en grande partie la légitimité du Parti communiste chinois, vainqueur de l'occupant nippon. Ces dernières années toutefois, on assiste à une crispation autour de la mémoire de la guerre : les voix révisionnistes se font plus fortes au Japon, et en Chine, le retour sur les exactions nippones fait l'objet d'une attention renouvelée.

Les commémorations constituent fréquemment l'occasion pour la Chine d'évoquer les travaux de recherche et d'analyse de l'occupation japonaise, notamment dans l'espoir d'obtenir la reconnaissance par le Japon de certains faits. Par exemple, le 18 septembre 2013, à l'occasion du 82<sup>e</sup> anniversaire de l'incident de Moukden<sup>96</sup> à l'origine de l'invasion de la Mandchourie en 1931, un musée chinois<sup>97</sup> a dévoilé des archives sur le travail forcé mis en place par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale, qui apporteraient un éclairage – selon la présentation de l'exposition – sur la manière dont près de 40 000 Chinois ont été forcés à travailler au Japon durant la guerre. Cette exposition fut pour Pékin l'occasion d'annoncer le lancement d'une action en justice contre le gouvernement japonais<sup>98</sup>.

---

<sup>96</sup> Une explosion avait endommagé le 18 septembre 1931 une voie ferrée appartenant à une société japonaise dans le nord-est de la Chine. Cette explosion, provoquée par des soldats japonais mais imputée aux Chinois, avait servi de prétexte à Tokyo pour prendre le contrôle de toute la Mandchourie.

<sup>97</sup> Le Musée de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'occupation japonaise à Pékin.

<sup>98</sup> Sur la base de ces documents, « nous allons engager des actions en justice à l'encontre du gouvernement japonais pour qu'il admette ce que le pays a fait, qu'il présente des excuses et offre une compensation aux proches des victimes », avait déclaré mi-septembre à l'AFP le directeur adjoint du musée Li Zongyuan. AFP,

Plus récemment, le 7 juillet 2014, à l'occasion de l'anniversaire de l'incident du pont Marco-Polo, qui en 1937 marque le début de la seconde guerre nippo-chinoise, une cérémonie de grande ampleur (plus imposante que celles des années précédentes) a été organisée au même musée, en présence de Xi Jinping, aux côtés de vétérans de l'armée chinoise, de cadres du Parti et de jeunes enfants<sup>99</sup>. C'était la première fois qu'un président chinois prenait part à une telle cérémonie, alors que Pékin multiplie depuis deux ans les dénonciations officielles des crimes commis par l'armée japonaise au cours de cette guerre.

Le contentieux autour des îles Senkaku/Diaoyu est intimement lié aux tensions historiques entre les deux pays, et les exacerbe. La Chine lie en effet directement les positionnements actuels du Japon, notamment en Mer de Chine orientale, à son passé agressif<sup>100</sup>. L'augmentation du budget militaire du Japon et la décision de Shinzo Abe de réviser l'interprétation de la constitution pacifiste sont ainsi directement assimilées au retour d'un Japon militariste. Dans les communications officielles chinoises, il existe une proximité lexicale de plus en plus forte dans l'évocation du Japon actuel et celui d'avant-guerre, et une comparaison directe entre l'Allemagne qui s'est excusée et le Japon qui tarde à le faire.

Les deux nations s'accusent donc mutuellement de chercher à transformer le *statu quo* : pour le Japon, la Chine cherche à modifier les normes internationales existantes à son avantage, pour Pékin, Tokyo cherche à remettre en cause le règlement de la guerre de 1945 et plus largement son statut de vaincu<sup>101</sup>. Lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2012, le ministre des Affaires étrangères chinois avait ainsi accusé le Japon d'avoir « volé » les îlots à la Chine et de tenter aujourd'hui de nier « l'issue de la guerre contre le fascisme »<sup>102</sup>. L'écart des perceptions mutuelles et l'asymétrie des attentes s'élargissent donc : le Japon s'attache à l'attitude très contemporaine de la Chine, alors que la Chine demeure affectée par le comportement agressif du Japon avant guerre. Les exactions commises par l'armée nipponne durant leur

---

« Chine : des preuves sur le travail forcé au Japon durant la guerre », 18 septembre 2013

<sup>99</sup> « China marks 77th anniversary of start of anti-Japan war », Xinhua, 7 juillet 2014.

<sup>100</sup> Pour Pékin, le Japon s'est emparé illégalement des îles Senkaku/Diaoyu à l'issue de la première guerre sino-japonaise (1894-1895). Tokyo soutient, pour sa part, que les îles ont été intégrées régulièrement au territoire japonais, en tant que *terra nullius*.

<sup>101</sup> « An important gesture from Japan to show its commitment to peace is to stick to the promises it made and treaties it signed on the occasion of the country's surrender at the end of WWII, including those about the territorial issues. However, the recent Diaoyu Islands "nationalization" plan by the Japanese government is a clear violation of what it had accepted in 1945. » Fu Shuangqi, Meng Na, « Future for Japan-China relations rooted in history », 17 septembre 2012, disponible sur : [http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-09/17/c\\_131855583.htm](http://news.xinhuanet.com/english/indepth/2012-09/17/c_131855583.htm).

<sup>102</sup> Déclaration de Yang Jiechi à la 67<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, 27 septembre 2012.

occupation du territoire chinois demeurent en effet aujourd'hui, aux yeux de la Chine, la principale source de discordes entre Pékin et Tokyo. À l'inverse, le Japon estime qu'il est temps d'aller de l'avant et de recouvrer la souveraineté en partie perdue à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Alors que la Chine appelle le Japon à présenter des excuses sincères et à interpréter de manière plus juste son histoire<sup>103</sup>, à Tokyo, les dirigeants politiques estiment au contraire que le pays est suffisamment revenu sur ses erreurs passées et qu'il est temps de réaffirmer la pleine souveraineté du Japon, sans complexe d'infériorité.

Toutefois, les nouveaux dirigeants des deux pays partagent une conviction : le moment est désormais venu de recouvrer la fierté nationale jusqu'alors entachée (principalement par la faiblesse des capacités militaires au Japon, par la faiblesse des capacités économiques en Chine). Ces projets nationaux semblent entrer en contradiction de manière inéluctable, et les divergences sont aujourd'hui telles qu'elles semblent mener à une impasse rendant désormais difficile toute perspective de réconciliation. Ces divergences demeurent profondes également au niveau académique – la Commission de recherche conjointe sur l'histoire, mise en place en 2006 et regroupant des historiens des deux pays, n'est toujours pas parvenue à se mettre d'accord sur une interprétation commune des événements de la Seconde Guerre mondiale<sup>104</sup>.

## Les prochaines échéances des nationalismes chinois et japonais

Dans ce contexte, les commémorations relatives aux conflits passés entre les deux pays constituent des moments particulièrement sensibles pour les opinions publiques et les dirigeants chinois et japonais. Elles tendent à exacerber les tensions, ou sont l'occasion d'envoyer des signaux nationalistes au voisin. Elles sont nombreuses et réparties inégalement sur l'année. Certaines périodes, et en premier lieu les mois d'été<sup>105</sup>, apparaissent donc comme des périodes à risque,

---

<sup>103</sup> Les déclarations officielles sont émaillées de références à l'histoire. Par exemple, « Nous espérons que le Japon pourra tirer la leçon de l'histoire [...] », Hong Lei, Porte parole du ministère des Affaires étrangères de la RPC, conférence de presse du 17 septembre 2013, disponible sur : <[www.amb-chine.fr/fra/fyrth/t1078068.htm](http://www.amb-chine.fr/fra/fyrth/t1078068.htm)>. « La partie japonaise doit regarder en face l'histoire et la réalité [...] », Hong Lei, conférence de presse du 8 août 2013.

<sup>104</sup> La Commission est parvenue à s'accorder dans une certaine mesure sur la période antérieure à la guerre, mais il semble qu'aujourd'hui les travaux soient au point mort pour la période 1931-1945. Bien que les historiens continuent à se rencontrer, ils ne parviennent à se mettre d'accord sur une lecture commune (divergences d'interprétation des faits, d'évaluation du nombre des victimes, etc.) Entretien avec un historien japonais, membre de la Commission, Tokyo, février 2014.

<sup>105</sup> Le 7 juillet est donc la date anniversaire de l'incident du pont Marco-Polo, qui en 1937 marque le début de la seconde guerre nippo-chinoise. Le 12 août est l'anniversaire du Traité d'amitié nippo-chinois signé en 1978. Le 15 août le Japon commémore la fin de la guerre en 1945, et sa défaite. Traditionnellement, le Premier ministre prononce un discours exprimant les regrets du Japon pour la guerre. C'est

durant lesquelles aucun des deux États n'est à l'abri de débordements nationalistes. Au regard de ce calendrier, on notera la date particulière de la visite de Shinzo Abe au sanctuaire Yasukuni le 26 décembre dernier, date anniversaire de son arrivée au pouvoir en 2013. Cette décision montre à quel point ce pèlerinage était le fait d'une décision personnelle du Premier ministre japonais, plutôt que d'un consensus au sein de son gouvernement.

À moyen et long terme, plusieurs échéances politiques et commémorations historiques pourraient contribuer à attiser les tensions sino-japonaises. Côté japonais, les grandes échéances électorales ont eu lieu en 2012, et si la situation est stable pour le PLD, les prochaines élections législatives sont prévues pour décembre 2016 et le renouvellement par moitié de la Chambre haute pour l'été 2016. Toutefois, le climat politique pourrait commencer à se modifier dès 2015, dans la perspective de ces retours aux urnes. En outre, 2015 sera une année symbolique sur le plan historique pour Tokyo et Pékin, qui commémoreront à la fois le 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique et le 120<sup>e</sup> de la première guerre sino-japonaise.

La période 2016-2017 pourrait également être particulièrement tendue en Chine, à l'approche du XIX<sup>e</sup> congrès du Parti (automne 2017), à l'issue duquel 5 des 7 membres du Comité permanent actuel devraient partir à la retraite. Le processus de nomination de leurs remplaçants, bien qu'anticipé de longue date, pourrait aviver les tensions existantes entre factions au sein du Parti – il n'est toutefois pas certain qu'elles apparaissent aux yeux du grand public et donc qu'elles s'appuient sur les attentes nationalistes d'une partie de ce public. À plus longue échéance, l'organisation des Jeux olympiques de Tokyo en 2020 pourra être un moment particulièrement propice à des manifestations du nationalisme nippon. Il est toutefois probable qu'il s'agisse d'un nationalisme culturel, populaire et « naïf »<sup>106</sup> plutôt que d'un chauvinisme réactionnaire.

---

aussi le jour où les responsables politiques rendent hommage aux soldats morts pour la patrie en effectuant un pèlerinage au sanctuaire Yasukuni (le cas de J. Koizumi). Le 3 septembre est célébrée en Chine la victoire contre l'occupant japonais, qui a signifié sa reddition sans condition aux alliés le 2 septembre. Le 29 septembre 1972, le Japon rétablit des relations diplomatiques avec Pékin. Le 18 septembre commémore l'incident de Moukden qui marque l'avancée japonaise dans le nord-est chinois en 1931. À cette longue liste s'est désormais ajouté le 11 septembre, date-anniversaire du rachat de trois des îlots Senkaku/Diaoyu par le gouvernement Noda. Enfin, traditionnellement les Festivals de printemps (avril) et d'automne (octobre) du sanctuaire Yasukuni sont l'occasion pour les responsables politiques de faire un pèlerinage qui ne passe généralement pas inaperçu.

<sup>106</sup> Ce nationalisme populaire se manifeste notamment par une nouvelle appétence pour la culture traditionnelle japonaise de la part des jeunes, un nouvel enthousiasme autour des victoires sportives (coupe du monde pour l'équipe féminine de football « Nadeshiko Japan » en 2011), et une certaine prise de conscience des qualités de résilience du peuple japonais après la triple catastrophe de mars 2011. La plupart des observateurs japonais qualifient cette forme de nationalisme de culturel, « naïf », déconnecté d'un nationalisme politique lié à l'État. Kosaku Yoshino, *Cultural nationalism in contemporary Japan*, Routledge, 1992 ; Yuki Honda,

## **Perceptions divergentes et intolérance aux nationalismes renforcent le dilemme de sécurité sino-japonais**

Les différences de perceptions d'un même événement sont récurrentes, à commencer par le rachat par le gouvernement japonais de trois des îles des Senkaku/Diaoyu. Selon les Japonais, cette initiative visait à contrecarrer les projets d'acquisition des îlots par l'ultranationaliste maire de Tokyo, Shintaro Ishihara, et donc à limiter les risques d'embrasement avec la Chine. Ce rachat n'a d'ailleurs pas conduit à un renforcement de la présence logistique ou militaire nipponne sur les îles. Du côté chinois, cette nationalisation a été perçue comme une provocation, et une altération inacceptable du statu quo jusqu'à alors préservé. Pékin attendait en effet du gouvernement japonais qu'il coupe l'herbe sous le pied d'Ishihara sans pour autant procéder lui-même au rachat des îles, vendues par leur propriétaire endetté<sup>107</sup>. En outre, le jour choisi par le gouvernement Noda pour annoncer son intention de racheter les îlots – le 7 juillet, date anniversaire de l'incident du pont Marco-Polo – a été interprété par les dirigeants chinois comme une provocation délibérée<sup>108</sup>. Le *timing* de la « nationalisation » du 11 septembre (seulement 7 jours avant l'anniversaire de l'incident de Moukden) a également contribué à la forte réaction de Pékin et à la mobilisation des foules côté chinois.

En Chine, les évolutions côté japonais tendent à être interprétées de manière de plus en plus uniforme et massifiée. Les nuances concernant l'origine, le déroulement et les parties prenantes de certains épisodes tendant à s'estomper, le gouvernement nippon apparaissant souvent alors comme le principal voire l'unique responsable. Ces nuances disparaissent encore davantage au sein du grand public, qui réagit désormais spontanément en ligne, passant d'un événement à l'autre, au gré des derniers événements et incidents entre la Chine et le Japon, et répondant directement aux communications et gestes des hommes politiques japonais. Que ce geste provienne d'un leader nationaliste isolé ou d'un membre du gouvernement, l'indignation est souvent la même de la part d'une population peu familière des modes d'expression propres au contexte démocratique, et peu à même de différencier la position du gouvernement de celle de l'opposition voire de partis minoritaires mais audibles jusqu'en Chine.

Face aux pressions nationalistes intérieures, le gouvernement peut être tenté d'adopter un discours intransigeant, qui masque ses efforts discrets d'assouplissement et de redressement de la relation

---

« Focusing on contemporary Japan's "Youth" Nationalism », *Social Science Japan Journal*, n° 10-2, novembre 2007, p. 281-286.

<sup>107</sup> « Inside look: Japan tried but failed to avert disaster in China dispute », *The Asahi Shimbun*, 26 septembre 2012.

<sup>108</sup> *Ibid.*

bilatérale. Un écart peut alors exister entre la réalité des relations avec le Japon – souvent appréhendée avec pragmatisme par les dirigeants chinois – et la présentation qui en est faite à la population. La rhétorique destinée à la population chinoise est toutefois suivie et relayée au Japon, ce qui accroît le risque de mauvaise interprétation et de réaction inadaptée. Dans cette perspective, si la terminologie belliqueuse parfois employée par le gouvernement chinois ne doit pas être prise au pied de la lettre, elle accroît toutefois le « *perception gap* » existant en renforçant notamment l’argument de la « menace chinoise » et pourrait mener à une escalade. Le même phénomène se produit quand le programme de réarmement japonais, coïncidant avec le retour d’un discours révisionniste par les responsables politiques est interprété à Pékin comme le retour d’un expansionnisme agressif. En ce sens, le nationalisme aggrave le dilemme de sécurité entre les deux pays et conduit à une diplomatie plus incisive et une politique de défense plus ambitieuse.

En outre, les nationalismes des deux pays s’auto-entretiennent en cette période de fortes tensions. La relation sino-japonaise devient donc de plus en plus instable et sa gestion, d’autant plus exigeante. Les dirigeants, de part et d’autre, ne peuvent aujourd’hui tolérer des propos ou actes nationalistes (et considérés comme hostiles) de la part du voisin. L’accélération du cycle action-réaction, lié à l’extrême sensibilité de l’opinion publique et aux enjeux politiques engagés par les deux gouvernements, pousse les dirigeants à réagir de plus en plus rapidement et fortement pour ne pas perdre la face, laissant craindre de possibles provocations et dérapages<sup>109</sup>. En outre, les canaux de communication politiques traditionnels reposant sur de forts liens interpersonnels semblent ne plus fonctionner<sup>110</sup>. L’alternance démocrate<sup>111</sup> au Japon de 2009-2012 a contribué à la disparition de la « diplomatie de l’ombre », qui avait jusqu’alors permis de limiter les frictions politiques et les incompréhensions entre les deux pays. La rupture de ces canaux de communication peut également être interprétée comme l’un des symptômes, en Chine, de la nouvelle

---

<sup>109</sup> Le pire a été évité en début d’année alors qu’un bâtiment chinois avait verrouillé son radar de tir sur un patrouilleur japonais. Les forces d’autodéfense avaient choisi de ne pas répliquer à cette manœuvre indiquant un tir imminent. « China’s use of fire-control radar ramps up tension in East China Sea », *The Asahi Shimbun*, 6 février 2013.

<sup>110</sup> Par exemple, le « Nouveau comité d’amitié Japon-Chine pour le 21<sup>e</sup> siècle » (New Japan-China Friendship Committee for the 21st Century) – créé en 1984 par les deux pays, constitué d’universitaires et membres de la société civile, et dont un des objectifs principaux est justement de maintenir le dialogue lorsque les relations bilatérales sont au plus bas –, n’a repris ses réunions qu’en juin 2014 à Nagasaki. Bien que les participants se soient mis d’accord sur l’importance de renforcer le dialogue, celui-ci demeure particulièrement tendu (critiques chinoises sur la visite de premier ministre au sanctuaire de Yasukuni lors de la réunion de juin, etc.). Voir par exemple, « Ex-China foreign minister says frayed Japan ties “temporary” », AFP, 5 juin 2014.

<sup>111</sup> En septembre 2009, le Parti démocrate japonais (PDJ) de centre-gauche a ravi le pouvoir au Parti libéral démocrate (PLD) de centre droit, qui gouvernait le Japon pratiquement sans discontinuité depuis 1955.

inflexibilité politique vis-à-vis du Japon et du différend des Senkaku/Diaoyu<sup>112</sup>. La succession de crises marque durablement les opinions. L'entreprise de différenciation morale conduite par les nationalistes de part et d'autre tend à décourager la possibilité d'une coopération réelle, voire d'une amitié sincère. Dans ce contexte, les dirigeants voient leur marge de manœuvre se réduire considérablement. Enfin, le contexte géopolitique en Asie orientale, dominé par les rapports de force et par la rivalité sino-américaine, n'offre pas les conditions d'une réconciliation entre Tokyo et Pékin. L'exacerbation des problématiques héritées de la Seconde Guerre mondiale constitue une autre contrainte de taille à l'apaisement des tensions.

Si la montée des nationalismes est un facteur important à prendre en compte, il ne peut seul expliquer l'état de la relation bilatérale ni en déterminer l'évolution. D'autres éléments entrent en ligne de compte, qui le modèrent et le contraignent.

## **Les éléments de contrôle du nationalisme**

Au Japon, le facteur nationaliste est contraint fortement par d'autres facteurs essentiels qui conditionnent la relation à la Chine. Le contexte géopolitique, en particulier la perception du rapport de force avec Pékin et l'étroitesse de la relation politico-militaire avec l'allié américain, forme un cadre fondamental pour la prise de décision. Des éléments de réassurance quant au soutien américain sont perçus comme un atout décisif par Tokyo et l'encouragent à adopter une posture ferme, tout en surveillant ses positionnements nationalistes<sup>113</sup>. Les États-Unis considèrent les affinités révisionnistes de Shinzo Abe comme des éléments qui viennent inutilement perturber les relations sino-japonaises, mais également sino-coréennes. Or, pour des raisons stratégiques, Washington cherche à rapprocher ses deux principaux alliés dans la région<sup>114</sup>.

Sur le plan interne, la marge de manœuvre des gouvernants vis-à-vis des demandes nationalistes conditionne leur capacité à

---

<sup>112</sup> International Crisis Group, « Dangerous waters: China-Japan relations on the rocks », *Asia Report*, n° 245, 8 avril 2013, p. 32-33.

<sup>113</sup> Washington a rappelé à plusieurs reprises que le traité de sécurité s'appliquait aux Senkaku/Diaoyu et qu'il s'opposait à toute action unilatérale qui viserait à remettre en cause le contrôle du Japon sur ces îles. « US warns China to steer clear of Senkakus », *The Japan Times*, 20 janvier 2013.

<sup>114</sup> La Maison-Blanche avait ainsi appelé Shinzo Abe à s'efforcer d'apaiser les rancœurs régionales liées à son traitement des crimes de guerre japonais, notamment des « femmes de réconfort ». Washington cherche à mettre en place un système intégré de défense antimissile en Asie qui requerrait la coopération du Japon et de la Corée. Josh Rogin, « White House; Japan should do more to address "Comfort women" issue », *The Cable, Foreign Policy Magazine*, 21 février 2013.

équilibrer les objectifs pragmatiques et nationalistes<sup>115</sup>. Un gouvernement affaibli peut être contraint à donner plus de gages aux nationalistes. L'administration de Shinzo Abe, toujours relativement populaire, peut donc disposer d'une certaine liberté de ton. Toutefois, on peut estimer qu'il tentera d'appliquer son programme nationaliste, tant qu'il ne nuit pas à sa popularité. Un échec de son programme Abenomics, sur lequel commencent à peser de nombreux doutes<sup>116</sup>, pourrait toutefois le placer dans une position plus difficile. Dans ce cas de figure, on pourrait voir un durcissement de la rhétorique nationaliste, visant à masquer la paralysie diplomatique dictée par le contexte interne et externe.

L'interdépendance économique est également un élément traditionnellement stabilisateur dans les relations sino-japonaises, depuis les années 1990 qualifiées d'« économiquement chaudes et politiquement froides ». La question se pose aujourd'hui de la continuité de cet axiome, alors que les échanges commerciaux ont commencé à souffrir des dernières tensions. Cette nouvelle dégradation du climat des affaires pour les entreprises japonaises (les autres éléments étant la hausse du coût du travail et les problèmes liés aux droits de propriété intellectuelle) a en effet décidé certaines à réduire leurs activités en Chine et pour une grande majorité, accélérer un mouvement de diversification des investissements, en particulier vers les pays d'Asie du Sud-est, vivement courtisés par le Premier ministre Abe depuis son arrivée au pouvoir<sup>117</sup>. Alors que la production industrielle chinoise monte en gamme, Pékin considère que cette relation commerciale étroite avec le Japon s'effectue à son bénéfice<sup>118</sup> et n'hésite pas à recourir à un vaste éventail de sanctions économiques<sup>119</sup> pour maintenir Tokyo sous pression. Dans cette configuration, le Japon semble être plus vulnérable sur le plan

<sup>115</sup> Yew Meng Lai, *Nationalism and power politics in Japan's relations with China. A neoclassical realist interpretation*, Sheffield Centre for Japanese Studies, Routledge Series, 2014. En particulier, p. 35-44.

<sup>116</sup> Ben McLannahan, « Sluggish Japan Inc guidance raises doubts over Abenomics recovery », *Financial Times*, 28 avril 2014.

<sup>117</sup> Voir Stephen Robert Nagy, « Territorial disputes, trade and diplomacy. Examining the repercussions of the Sino-Japanese territorial dispute for bilateral trade », *China Perspectives*, n° 2013/4, p. 54-57.

<sup>118</sup> Voir par exemple la tribune du *Global Times*, « Advantage China in Diaoyu Dispute » du 12 septembre 2013 : « [...] China has set its biggest goal of development as realizing a peaceful rise. But this single goal has been countered and contained by other powers, such as Japan and the US. The Diaoyu Islands have already become the outlet where these powers voice their hostility and resentment against China. China has managed to control this outlet, and respond with effective action. China's increasing economic prosperity and the popular support to China's Japan policy have qualified China to continue this stalemate if it is n'aide [...] », disponible sur : [www.globaltimes.cn/DesktopModules/DnnForge%20-%20NewsArticles/Print.aspx?tabid=99&tabmoduleid=94&articleid=810627&moduleid=405&PortalID=0](http://www.globaltimes.cn/DesktopModules/DnnForge%20-%20NewsArticles/Print.aspx?tabid=99&tabmoduleid=94&articleid=810627&moduleid=405&PortalID=0).

<sup>119</sup> Délai dans l'octroi de visas professionnels et aux passages de douane, annulation de commandes industrielles, de voyages touristiques au Japon, etc.



économique, même si Pékin doit également compter avec les hautes technologies japonaises pour effectuer sa montée en gamme.

Pour le gouvernement chinois, des préoccupations d'ordre interne, liées à la stabilité politique et sociale, expliquent le maintien des mesures de restriction – ou au moins de stabilisation – du sentiment antijaponais. En encourageant l'expression des nationalismes, le Parti risquerait d'être pris à son propre piège. Et ce piège serait double : sur le plan intérieur, les manifestations et expressions antijaponaises sont potentiellement génératrices de critiques plus larges (politique étrangère mais aussi intérieure), susceptibles de se retourner contre le Parti lui-même. Sur le plan extérieur, ces pressions nationalistes peuvent amener le Parti à adopter face au Japon des positions risquées sur un plan stratégique et économique, qu'il n'avait pas initialement choisies.

Hormis l'opinion publique, d'autres éléments sont pris en compte dans la politique de la Chine vis-à-vis du Japon, et en premier lieu les conséquences économiques d'une détérioration des relations<sup>120</sup>. Si la diplomatie chinoise estime qu'à moyen et long terme, la relation commerciale étroite avec le Japon jouera de plus en plus en sa faveur, elle est pleinement consciente qu'à l'heure actuelle le Japon demeure un partenaire économique incontournable. L'interdépendance économique est telle dans certains secteurs (électronique, automobiles, entre autres), que la fermeture des zones de productions et entreprises japonaises basées en Chine entraîneraient une perte d'emplois directe et significative en Chine, notamment dans certaines provinces du Sud-est déjà fortement impactées par la baisse des exportations à destination de l'Europe et des États-Unis depuis la crise économique et financière de l'automne 2008. C'est sans doute ce qui explique les tentatives printanières de Pékin pour restaurer un dialogue parallèle avec des think tanks, des personnalités du monde des affaires ou encore des élus locaux et parlementaires nippons. Ces efforts suggèrent que la Chine reste favorable à un maintien des liens, notamment au sein des milieux économiques. Pékin cherche à préparer l'« après Shinzo Abe » en dissociant ses liens avec les leaders d'opinion et responsables politiques et économiques de ses rapports tendus avec l'actuel dirigeant japonais<sup>121</sup>. Ainsi, par exemple, lors de la visite du ministre japonais des transports Akihiro Ota à Pékin

---

<sup>120</sup> Les conséquences peuvent être immédiates et significatives. Ainsi, les investissements directs japonais en Chine en octobre 2012 avaient chuté de 32,4 % par rapport aux niveaux de 2011. Ben McLannahan et Mure Dickie, « Japanese investment in China falls sharply », *Financial Times*, 20 novembre 2012, disponible sur : [www.ft.com/intl/cms/s/0/31020a3e-330e-11e2-aa83-00144feabdc0.html#axzz2HWJaari6](http://www.ft.com/intl/cms/s/0/31020a3e-330e-11e2-aa83-00144feabdc0.html#axzz2HWJaari6).

<sup>121</sup> Début avril 2014, une délégation de l'Association japonaise pour la promotion du commerce international a visité la Chine. Fin avril, le gouverneur de Tokyo, Masuzoe Yoichi se rend à Pékin et rencontre plusieurs responsables chinois lui indiquant que l'ensemble du gouvernement chinois apprécie sa visite. Début mai, une délégation de neuf parlementaires visite Pékin et rencontre Zhang Dejiang, le numéro trois du PCC, qui se déclare favorable à la reprise des échanges parlementaires.

en juin 2014, la vice-Premier ministre chinoise Liu Yandong a indiqué que la Chine était favorable à la promotion des échanges entre les partis politiques, entreprises et représentants des autorités locales des deux pays<sup>122</sup>.

Par ailleurs, la politique de la Chine vis-à-vis du Japon prend en compte le poids des États-Unis dans la région, renforcé par la stratégie du « pivot » développée par l'administration Obama. Officiellement, la Chine tente de développer une stratégie de coopération<sup>123</sup>, dans une région instable où Pékin elle-même demeure – en comparaison avec Washington – relativement isolée. Expression de ce relatif isolement, le lieutenant général Wang Guanzhong a ainsi dénoncé au *Shangri-La Dialogue 2014* les discours américains et japonais « condamnant la Chine », et qui semblaient avoir été « coordonnés à l'avance »<sup>124</sup>.

---

<sup>122</sup> « Japanese minister holds talk with Chinese vice premier », *The Mainichi Shimbun*, 28 juin 2014.

<sup>123</sup> La diplomatie chinoise parle de « coopération transpacifique. » Voir par exemple la déclaration de Xi Jinping, le 7 juin 2013 lors de la rencontre avec Barack Obama à Sunnylands : « [...] Comme je l'ai dit l'année dernière lors de ma visite aux États-Unis, le vaste océan Pacifique est suffisamment grand pour accueillir deux grands pays comme la Chine et les États-Unis. Et je suis toujours de cet avis. Aujourd'hui, nous tenons une entrevue ici dont l'objectif principal est de planifier le développement des relations sino-américaines et de développer une "coopération transpacifique" [...] », ministère des Affaires étrangères de la RPC, « Le Président Xi Jinping entame ses rencontres avec le Président américain Barack Obama » (traduction française officielle), 8 juin 2013, disponible sur : <[www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t1051118.shtml](http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t1051118.shtml)>.

<sup>124</sup> « I feel that the speeches of Mr. Abe and Mr. Hagel have been pre-coordinated. They supported and encouraged each other in provoking and challenging China, taking advantage of being the first to speak at the Dialogue. » *Shangri-La Dialogue 2014, Fourth Plenary Session*, « Lieutenant General Wang Guanzhong, Deputy Chief, General Staff Department, People's Liberation Army, China », disponible sur : <[www.iiss.org/en/events/shangri%20la%20dialogue/archive/2014-c20c/plenary-4-a239/wang-guanzhong-2e5e](http://www.iiss.org/en/events/shangri%20la%20dialogue/archive/2014-c20c/plenary-4-a239/wang-guanzhong-2e5e)>.

# Conclusion

---

Les tensions sino-japonaises demeureront probablement vives à court et moyen terme. Le risque d'incident reste élevé, qu'il s'agisse de collision entre des navires et garde-côtes des deux pays présents sur zone<sup>125</sup>, mais également d'activistes nationalistes prêts à occuper physiquement les îlots contestés<sup>126</sup>. Ainsi, la relation semble avoir régressé, et être dominée par l'affect plutôt que les intérêts rationnels. L'objectif est aujourd'hui moins la réconciliation<sup>127</sup> historique des deux voisins que la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits, et le rétablissement de canaux de communication satisfaisants pour permettre la poursuite d'une relation fonctionnelle, de nature à freiner les élans nationalistes<sup>128</sup>.

La Chine demeurera très certainement inflexible sur les îles Senkaku/Diaoyu, qu'elle considère partie intégrante de ses « intérêts fondamentaux ». Elle estime aujourd'hui que « c'est au Japon de faire le premier pas », que « la balle est dans le camp du Japon »<sup>129</sup>. L'ascension économique du pays conforte les dirigeants à penser que la Chine a enfin les moyens de faire face à celui qui lui a imposé ces humiliations passées, et de ne plus adopter de position qui pourrait lui faire « perdre la face ». En outre, étant donné la très mauvaise perception par les autorités chinoises de la personnalité de Shinzo Abe, considéré comme nationaliste et révisionniste, il est probable que les relations politiques restent suspendues le restant de son mandat.

---

<sup>125</sup> Durant l'année écoulée, près de 150 incursions chinoises dans les eaux territoriales des îles Senkaku/Diaoyu ont été recensées. « Trends in Chinese government and other vessels in the waters surrounding the Senkaku Islands, and Japan's response - Records of intrusions of Chinese government and other vessels into Japan's territorial sea », MOFA, 2 mai 2014, disponible sur : <[www.mofa.go.jp/region/page23e\\_000021.html](http://www.mofa.go.jp/region/page23e_000021.html)>.

<sup>126</sup> Tokyo a interdit à ses ressortissants de prendre pied sur les îles. En août 2013, des militants du groupe Gambare Nippon ! ont dû rebrousser chemin face à dix patrouilleurs des gardes-côtes leur barrant la route. Ruairidh Villar, « Japanese nationalists sail close to islands in dispute with China », *Reuters*, 17 août 2013.

<sup>127</sup> Cet objectif a été notamment poursuivi par le gouvernement démocrate de Yukio Hatoyama en 2009-2010. La réconciliation sino-japonaise devait permettre la construction d'une Communauté d'Asie orientale, sur le modèle du couple franco-allemand, moteur de la construction européenne.

<sup>128</sup> Voir notamment Sheila A. Smith, « Japan and the East China sea dispute », *Orbis*, été 2012, p. 370-390.

<sup>129</sup> Expressions fréquemment utilisées par les diplomates et chercheurs chinois rencontrés. Entretiens, Pékin, Paris, juin-septembre 2013.

Le Japon continue pour sa part à n'admettre aucune ambiguïté concernant la souveraineté des îlots et à opposer une résistance ferme à la Chine<sup>130</sup>. L'évolution du paysage politique japonais avec la prédominance aujourd'hui des nationalistes normalisateurs devrait aller dans le sens d'un État pragmatique, mais davantage attiré par une idéologie nationaliste et plus sujet à céder aux pressions des groupes radicaux<sup>131</sup>. Les tentatives pour mettre en place des relations « normalisées » avec Pékin, sans la traditionnelle déférence qui résultait d'une culpabilité face aux crimes de guerre, se sont heurtées à une forte opposition chinoise. Pour les néonationalistes, le Japon n'a ainsi d'autre choix que d'adopter une posture plus ferme de nation « moderne » et revaloriser le rôle de la force armée dans ses relations extérieures<sup>132</sup>. La décision du Cabinet du Premier ministre publiée le 1<sup>er</sup> juillet 2014 indique ainsi que la réinterprétation de la Constitution permettra de mobiliser plus facilement les Forces d'autodéfense pour intervenir en mer de Chine orientale sur des situations dites de « zone grise » – entre guerre et paix, les « zones grises » font référence à des frictions récurrentes, sub- ou para-militaires impliquant une forte potentialité de dérapage armé<sup>133</sup>.

Il faut enfin rappeler que les États-Unis restent une figure centrale de la relation sino-japonaise, et entretiennent un lien fort avec les pulsions nationalistes de part et d'autre. Sur le plan historique, ce sont les décisions prises par l'occupant américain au Japon, puis le contexte de la guerre froide, qui ont conditionné en grande partie la mémoire collective de la dernière guerre au Japon, et le règlement inachevé de la guerre en Asie. La vision américaine du conflit, imposée lors du Procès de Tokyo (1946-1948) a contribué à passer sous silence certaines exactions japonaises en Asie, et explique que certains épisodes demeurent matière à discorde entre les protagonistes du conflit. Sur le plan géopolitique, la domination stratégique des États-Unis en Asie est remise en cause par la montée en puissance chinoise. Pékin nourrit beaucoup d'attente vis-à-vis de Washington qu'il considère comme son rival mais dont il espère aussi devenir l'égal, et affiche en ce sens sa volonté de développer un « nouveau type de relation entre grandes puissances ». La rivalité stratégique entre les deux nations modèle aujourd'hui la transformation des rapports de force et des allégeances. Dans ce contexte, le conflit autour des Senkaku/Diaoyu peut également être perçu comme un lieu

---

<sup>130</sup> « Japan will not make a concession on our territorial sovereignty. [...] We do not intend to escalate this issue any further. We have been dealing with this issue calmly and resolutely and we shall continue to do so. » Shinzo Abe cité par Reuters, « Japan's Abe says no concessions, but no escalation in islet spat with China », 27 septembre 2013.

<sup>131</sup> Yew Meng Lai, op. cit., p. 87.

<sup>132</sup> Tomohiko Taniguchi, « Ishihara and the Senkakus: The Japanese state of mind », *Brookings: Opinions*, novembre 2012.

<sup>133</sup> Cabinet Decision on Development of Seamless Security Legislation to Ensure Japan's Survival and Protect its People, 1<sup>er</sup> juillet 2014, disponible sur : <[http://japan.kantei.go.jp/96\\_abe/decisions/2014/\\_\\_\\_icsFiles/afiedfile/2014/07/03/anp\\_ohosei\\_eng.pdf](http://japan.kantei.go.jp/96_abe/decisions/2014/___icsFiles/afiedfile/2014/07/03/anp_ohosei_eng.pdf)>.

de compétition renforcée, voire de confrontation indirecte entre les deux puissances. La crise en mer de Chine orientale constitue d'ores et déjà un test pour la solidité de l'alliance nippo-américaine. Washington doit veiller à envoyer des signaux de réassurance à son allié, sans pour autant encourager les éléments nationalistes. Pour toutes ces raisons, les États-Unis ont une responsabilité particulière et un rôle à jouer dans les conflits du Nord-est asiatiques, dont les enjeux dépassent la confrontation des nationalismes régionaux.